Hersant au-dessus de la loi, la gauche au-dessous de tout!

P. 8 et 9

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 919 - 11 janvier 1986 - prix : 6 F

Affaire Perrot-Boutboul

gratincrottin

P f



SOMMAIRE

Dans le monde

Page 10:

- Espagne : le gouvernement organise la chasse aux étrangers.

Des jeux pour amuser le bon peuple.

Pologne; Mexique; Etats-Unis.

Page 11:

- Philippines : avant les élections présidentielles, la bourgeoisie libérale tente de fournir une alternative à Marcos.

- Le Parti Communiste Philippin.

Page 16:

Reagan et les "sanctions" contre la Libye : l'impérialisme n'a pas peur de Kadhafi, mais de la révolte des peuples arabes.

- Le régime de Kadhafi.

Politique

Page 5:

Le gouvernement et la flexibilité : docile quand les critiques viennent de la droite, ferme quand l'opposition vient de la gauche.

Affaire Perrot-Boutboul: à fréquenter le beau monde, on se retrouve dans de sales draps.

Pages 8 et 9:

- Hersant au-dessus de la loi, la gauche au-dessous de tout.
- Le gouvernement et la loi sur la presse : de reculades en abandons.
- La presse n'est pas vendue qu'à ses lecteurs.
- · Contre le pouvoir du fric, celui des luttes.
- La droite en campagne.

Social

Page 12:

- Renault veut donner l'exemple de la flexibilité et de la baisse des salai-
- Hospices civils de Strasbourg; assurances; échos des entreprises.
- Page 13: A Paris, grève des monteurs des cabines téléphoniques.
- Crédit Lyonnais Levallois ; Norton La Courneuve ; aiguilleurs du ciel; DIM Autun.

Loisirs et culture

- Deux livres sur l'économie capitaliste écrits par des capitalistes : Iacocca de Lee Iacocca ; Le piège bancaire, dettes et développement de Richard W. Lombardi.
- Films: Les loups entre eux; Taram et le chaudron magique.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.

SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans. Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS,

Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.

Directeur de la publication et responsable de la rédaction :

Michel RODINSON. Tirage: 15000 exemplaires.

Composition: Point Virgule Photocompo, Paris. (1) 48.74.29.74.

Impression: Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).

Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE B.P. 233 75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens : Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON. Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.



HAITI

LA RÉVOLTE GRONDE

Dans la nuit du 30 au 31 décembre, Jean-Claude Duvalier a procédé à un véritable chambardement ministériel : il a révoqué ses quatre ministres d'Etat, qui cumulaient à eux seuls treize portefeuilles, ainsi que le chef de la police, Albert Pierre. Celui-ci, surnommé "Ti-Boulé", avait la haute main sur les macoutes - flics et policiers du régime — et n'hésitait pas à torturer lui-même les prisonniers.

Des remaniements sous les Duvalier, il y en a eu d'autres. Fréquents même. Le dernier en date, en octobre dernier, a vu le limogeage du ministre de l'Intérieur. Ordinairement, cela revient pour Duvalier à changer de comparses pour le racket de la population.

Cette fois, c'est bien différent. Il s'agit d'une conséquence des événements des Gonaïves, ville de province dans laquelle, à la suite d'une manifestation contre le régime, trois lycéens furent tués par l'armée, et un quatrième grièvement blessé. C'était le 28 novembre dernier.

Depuis ce jour, un mouvement de protestation s'est répandu dans tout le pays. De nombreuses écoles se sont déclarées en grève. Par exemple, dans la ville de Jérémie, les lycéens ont décrété la grève illimitée, et manifestent quotidiennement. Ailleurs, le feu a été mis à une école, aux cris de : "Ce n'est pas des écoles qu'il nous faut, c'est la liberté". Des messages de solidarité circulent d'une ville à l'autre. Plusieurs centaines de mères ont signé une pétition de protestation. Des tracts clandestins sont apparus à Jérémie, à Port-au-Prince.

Le mouvement est soutenu par les Eglises, catholique et protestante, qui ont de l'influence dans le pays. Les évêques, dans leurs sermons, partagent l'indignation, mais appellent au calme. Les Eglises animent plusieurs radios. la plus écoutée, Radio-Soleil, était tolérée jusqu'alors par le régime. Elle transmettait les doléances des paysans dépossédés par des macoutes, les protestations contre les taxes exorbitantes, les réclamations des familles de personnes arrêtées, torturées, voire tuées...

Mais Duvalier a aussitôt interdit les radios chrétiennes. Et sa réponse aux manifestations a été la répression. D'après le Financial Times, il y aurait une vingtaine de morts. De nombreuses personnes ont été arrêtées, dont un leader d'opposition, Hubert de Ronceray (ancien secrétaire d'Etat de Duvalier père...). Un autre leader très connu, Sylvio Claude (démocratechrétien), a été agressé à son domicile. En octobre, un opposant avait été abattu par une bande de macoutes.

Les villes ont été coupées les unes des autres. Quand Port-au-Prince, la capitale, a connu à son tour une manifestation le 15 décembre, le chef de la police, Ti-Boulé, a fait arrêter une vingtaine de jeunes et leur a fait infliger

quinze coups de bâton à chacun...

Parallèlement, Duvalier a tenté certains apaisements : il a fait distribuer des jouets de Noël. Les jeunes les ont brisés en criant : "Nous n'avons pas besoin de jouets, c'est la liberté que nous voulons. A bas Duvalier. A bas la misère !"

Du côté des USA, le Washington Post signale l'inquiétude des dirigeants

Ceux-ci réclament depuis quelque temps à Duvalier qu'il rende son régime un peu plus présentable. Le résultat n'est pas encourageant, et le gouvernement américain vient de refuser les subsides urgents que réclame Duvalier. Les fonctionnaires ne sont pas payés depuis plusieurs mois, l'essence est rationnée...

Le 27 décembre, Duvalier a réautorisé les émissions de Radio-Soleil. C'était une des revendications des lycéens. Puis, il a effectué les limogeages que l'ont sait.

Le "Jean-Claudisme" — Duvalier fils — dure depuis 14 ans, et Duvalier père, dit "papa-Doc", avait régné aussi pendant 14 années. Depuis l'accession au pouvoir de J.C. Duvalier en 1972, Haïti n'avait pas connu un tel mouvement. Pendant 28 ans, murmurer contre la dictature pouvait valoir la mort. Aujourd'hui, les manifestants hurlent à pleins poumons leur haine de la misère et du duvaliérisme.

Gaston DEVAU

CÔTE-D'IVOIRE

TRIOMPHALISME DES DIRIGEANTS... **ET MISERE DES PETITES GENS**

Depuis la fin du congrès du PDCI (Parti unique de Côte-d'Ivoire), le triomphalisme est de rigueur dans les milieux dirigeants.

Bien évidemment, la Côte-d'Ivoire n'est plus tout à fait le pays sousdéveloppé d'il y a vingt ans. Et les Ivoiriens y vivent dans des conditions bien différentes que par le passé. Mais que de cynisme et d'hypocrisie derrière le spectacle qu'offrent ces corrompus.

Les réalités ivoiriennes, ce sont les petites gens qui les vivent. Le salaire minimum en Côte-d'Ivoire évolue entre 30 et 40 000 F CFA, selon les spécialités. Et encore, cela fera bientôt dix ans que cela n'a pas augmenté. Pour un père de famille, payer un loyer de 8 000 F CFA pour les plus chanceux/- on a alors droit à une entrée-salon et une chambre à coucher pour toute la famille - ou de 15 à 20 000 F CFA et règler ses notes d'électricité et d'eau (très chères en Côte-d'Ivoire), c'est tout un casse-

La crainte du lendemain est la hantise générale. Non seulement les salaires de la grande majorité sont bas, mais tout coûte cher. Le sac de riz de 50 kg coûte 8 000 F CFA alors que la Côte-d'Ivoire produit du riz. L'huile, le sucre, produits aussi localement, sont très chers. A tel point que c'est au détail que l'huile ou le sucre s'achète: un quart de litre d'huile à 125 F CFA par exemple. Ne parlons même pas de la moindre chemise qui vaut au minimum 10 000 F CFA ou de la simple paire de chaussures fermées qu'on achète à partir de 15 000 F CFA. En plus, la crise aidant, les salaires sont bloqués depuis bientôt cinq ans dans la fonction publique.

Alors dans cette ambiance, tout le monde se "débrouille". Dans n'importe quel service, un employé ne s'occupera d'un dossier ou d'une affaire que s'il reçoit un petit cadeau (en argent). Cette pratique, un moment combattue par les autorités, est devenue le sport favori des travailleurs, petits employés comme hauts responsables.

Certains, parmi les plus favorisés des salariés, y compris les techniciens, essaient d'arrondir leurs fins de mois en trouvant de petites activités parallè-

les. Par exemple élever des poulets ou des lapins pour la vente. D'autres, profitant des facilités de leur emploi ou de leur poste, s'improvisent vendeurs de pièces détachées auto. Partant, c'est à qui trouvera une combine pour survivre. Car il s'agit bien de survivre pour certains.

Ce sont les plus pauvres, les plus nombreux, ceux dont la situation ne permet pas de se livrer à l'élevage ou à la moindre activité parallèle. C'est eux que la "conjoncture" frappe. Ils vivent dans des quartiers comme Port-Bouët, Adjamé, Treichville, Attiétoubé, Abobo-Gare, Youpogon. Pour l'instant, ils rêvent d'avoir une situation plus aisée. Mais il arrivera un jour où ils ne se contenteront plus de rêver, où ils voudront réellement vivre comme tous ces "autosatisfaits", des quartiers chics. Alors, on verra réellement l'œuvre d'Houphouët et ses acolytes.

(Extrait du Pouvoir aux Travailleurs du 31/12/1985, mensuel trostyste africain.)

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1):

LUTTE OUVRIÈRE pour une période de un an : 180 F pour une période de six mois : 95 F

ADRESSE _

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière) pour une période de un an : 60 F

NOM _

Code postal _

PRÉNOM _

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

LA LOI SUR LA FLEXIBILITÉ DEVANT LE PARLEMENT

FABIUS VEUT ACHEVER SON SALE BOULOT

Mitterrand a donc convoqué le Parlement en session extraordinaire pour lui faire adopter son projet de loi antiouvrière sur la flexibilité. Dans le même temps, Fabius se félicitait à la télé que la gauche au gouvernement ait aidé le patronat à licencier, à réduire la part des salaires.

"C'est à nous qu'est revenu de faire le sale boulot, parce qu'il n'avait pas été fait avant", a-t-il dit. Et de rajouter : "C'est la gloire et l'honneur des socialistes de l'avoir fait"...

Voilà, en guise de bilan de fin de règne : les socialistes sont contents, et fiers, d'avoir fait le sale boulot antiouvrier. Et, comme pour finir en beauté, avec la flexibilité, ils veulent faire un dernier cadeau à la bourgeoisie.

A vrai dire, cette "flexibilité du temps de travail" qui consiste à annuler la législation sur les 40 heures et le paiement majoré des heures supplémentaires, bien des patrons la pratiquaient déjà. Se servant de la pression du chômage, ils ne se gênaient par pour tourner ou violer la loi. Si le projet de loi passait, il s'agirait d'une généralisation et d'une légalisation des pratiques actuelles. Cette loi sur la flexibilité se traduira pour les travailleurs par une perte sèche en salaire, puisque les patrons ne seront plus obligés de mieux rémunérer les heures supplémentaires, et par la mise à disposition au jour le jour de leur temps libre au service du patron.

En plus, bien souvent, il y aura vol pur et simple. Car les patrons auront recours encore plus systématiquement au travail précaire. Aux travailleurs intérimaires ou embauchés sous contrats à "durée déterminée", on imposera l'horaire du moment de l'entreprise, et on les renverra à l'agence d'intérim ou à l'ANPE avant la récupération des heures ou leur paiement! Ce sera "l'annualisation du temps de travail", comme disent les patrons, et la saisonnalisation des ouvriers.

Au total, les patrons peuvent espérer de cette loi-là une diminution encore accrue des salaires, et une promesse de pouvoir rendre les travailleurs flexibles, à moins que les travailleurs se rebiffent. Mais là, aucune loi n'y pourra rien...

Ce qui est sûr dans toute cette affaire, c'est que le gouvernement socialiste, de plus en plus flexible à l'égard du patronat, veut lui faire un dernier cadeau moral et politique. Depuis cinq ans, il a refusé de s'en prendre aux intérêts de la bourgeoisie, à ses capitaux, seule façon de s'en prendre aux responsables de la crise. Il a laissé le patronat désinvestir dans la production et spéculer. Et ce qu'il a donné et accordé aux bourgeois, c'est au prix de l'abaissement du niveau de vie des classes populaires, en bloquant les salaires, en diminuant les prestations sociales et les indemnités de chômage.

Alors, aujourd'hui les socialistes au gouvernement poussent leur chant du cygne. En voulant faire passer cette loi antiouvrière, ils n'obtiendront sans doute pas une voix de plus du côté de l'électorat de droite, qui n'en méprisera qu'un peu plus la gauche au gouvernement. Mais là n'est même pas le problème des socialistes. Ils savent qu'ils vont perdre les élections. Ils veulent seulement montrer à la bourgeoisie qu'elle peut vraiment compter sur eux, envers et contre tout, même juste avant de se faire battre politiquement. Car leur objectif, c'est de resservir plus tard et de revenir dans deux ans s'ils le peuvent (après les présidentielles), ou plus tard. Et pour cela ils sont prêts à une bassesse supplémentaire sur le dos de la classe ouvrière. Ils sont prêts à faire passer une loi scélérate.

Mais le sort des travailleurs, lui, ne dépendra de cette loi, si elle est votée, que pour autant qu'ils acceptent de la subir. Car les travailleurs, eux, peuvent devenir inflexibles, sur le terrain de la lutte de classe. Quant à cette loi-là, si elle passe, elle ne jugera que les scélérats qui l'auront votée.

Pour le reste, cette dernière péripétie parlementaire montre à quel point il n'a servi à rien de "bien voter" en 1981. Et les élections de mars 1986 ne vont rien changer non plus. Si la droite revient au gouvernement, ce ne sera ni mieux, ni pire. Car de toute façon c'est la bourgeoisie qui est au pouvoir. Il n'y a qu'une chose qui peut compter : se mettre en colère. C'est la seule façon pour les travailleurs de faire reculer patronat et gouvernement, de droite ou de gauche. Et dans les élections de mars prochain, tout au plus, les travailleurs pourront se servir de leur bulletin de vote pour exprimer leur dégoût et leur colère.

Arlette LAGUILLER

FABIUS À "L'HEURE DE VÉRITÉ" : "LA FRANCE VA MIEUX"... "MAIS ELLE NE LE SAIT PAS ENCORE"

Le show pré-électoral ne cesse de se moderniser ; l'émission "L'heure de vérité" a donc décidé de passer successivement à l'examen cinq chefs de file. Règle du jeu : le candidat planche pendant une heure devant trois ou quatre journalistes examinateurs; tout au long du débat, on mesure par sondage la température de l'opinion, au travers d'un échantillon de téléspectateurs préalablement sélectionnés; minitel et ordinateur à l'appui, on a la note du candidat en direct dans la minute qui suit la fin de l'épreuve.

A tout seigneur, tout honneur: c'était mercredi dernier le Premier ministre qui ouvrait le feu. Ses spécialistes en publicité lui avaient conseillé le style décontracté. Il avait répété les mimiques. Et puisqu'il était surtout venu pour parler de lui,

de "son style", il a tout de suite tenu à reconnaître qu'à l'épreuve précédente, son faceà-face avec Chirac, il avait été mauvais. Oui, oui, c'est comme ça : c'était "raté". Que voulez-vous, comme tout le monde, il a "des jours sans et des jours avec". Et c'était "un jour sans". Mais là, il allait se rattraper, seul devant les caméras. Un examen, c'est toujours plus facile qu'un concours, surtout si les examinateurs sont un peu lèche-bottes. On y est pourtant revenu à la fin de l'émission, à ce face-à-face Chirac, avec une question nettement plus vache du troisième examinateur: Fabius regrettait d'avoir été trop "agressif" avec Chirac; pourtant "vous n'avez pas toujours été agressif; sur la question des immigrés, vous êtes tombés d'accord". C'était la question à dix points.

La leçon de géométrie était pire encore avec "le carré de l'emploi" dont "le deuxième côté est le centre de l'avenir". Comprenne qui pourra. Mais puisque le Premier ministre estime qu'"il faut marcher sur les quatre côtés du carré à la fois", il n'avait plus qu'à se mettre à quatre pattes.

Heureusement pour lui, il s'est rattrapé en économie. A la question: "Qui a le plus profité des quatre ans et demi de pouvoir de la gauche ?", il avait la réponse toute prête : "Les smicards et la Bourse". Pour la première partie de la réponse, certes, le SMIC est le seul salaire qui ait progressé un peu plus que la hausse des prix, mais Laurent Fabius a oublié de préciser que le "succès" c'est qu'avec le chômage, le travail à temps partiel, les contrats formations et les TUC...il n'y a plus de SMIC...

Par contre la deuxième partie lui a valu les félicitations de son examinateur. C'était la bonne réponse, et ils se sont congratulés sur ce thème. "Il serait stupide de critiquer le succès de la Bourse", a insisté Fabius.

Sur le chômage pourtant première question posée par téléphone par les télespectateurs — il a fallu que le dernier des examinateurs revienne à la charge. Les emplois ? "On en a effectivement perdu cinq cent mille. Mais nos voisins en ont perdu deux fois plus". Maigre consolation. Mais ce n'est pas une raison pour se démonter : "C'est à nous qu'il est revenu de faire le sale boulot, parce qu'il n'avait pas été fait avant. C'est la gloire, l'honneur des socialistes de l'avoir fait". On tire gloire de ce que l'on peut.

En fin d'émission est tombé le verdict : Fabius était passé de 41 % d'avis favorables en début d'émission à 46 % à la fin. Il nous reste encore "deux mois pour gagner", a commenté Fabius. Mais il n'est pas sûr que le jury du 16 mars soit aussi indulgent.

Car après tout, qu'a-t-il dit pendant toute cette heure, pour convaincre de voter socialiste? Que la droite ce serait pire? Qu'avec elle ce serait "la pagaille"? Piètre argument. Tandis qu'avec la gauche, "la France va mieux" a affirmé Fabius; seulement voilà "elle ne le sait pas encore".

Les boursiers le savent, eux. Ils l'ont fêté. Mais les chômeurs et les smicards n'ont pas le même point de vue.

Olivier BELIN

DES LISTES_ LUTTE OUVRIÈRE DANS LES PROCHAINES ÉLECTIONS:

POUR NOUS AUSSI LA CAMPAGNE EST COMMENCÉE

La campagne pour les élections législatives et régionales du 16 mars a commencé, de fait.

Les élections, la classe ouvrière connaît ça en France. De législatives (tous les cinq ans) en présidentielles (tous les sept ans), en passant par les européennes (tous les cinq ans), les municipales (tous les six ans) et les cantonales (tous les six ans aussi, mais par moitié), sans oublier toutes les "partielles", il se passe peu d'années sans promenade rituelle au bureau de vote. Une décennie surtout, de 1972 — date de la signature du Programme commun de la gauche - à 1981, a été marquée par les illusions électorales dont les grands partis de gauche ont gavé les travailleurs. Illusions qu'un changement pourrait se faire par le bulletin de vote.

En 1981, La gauche a enfin eu une majorité de voix. Et le Parti Socialiste en particulier, à lui tout seul, a eu un président de la République et une majorité de députés au Parlement. Que vouloir de mieux ? Mais qu'en a-t-il fait pourtant ?

UN PROGRAMME "SOCIAL" VITE DEVENU PRO-PATRONAL...

Quelques mesures prétendument sociales - comme des dames patronnesses peuvent faire du "social" ont été prises en début de règne : relèvement du SMIC, retraite à 60 ans, réduction d'une heure de la durée hebdomadaire légale du travail, cinquième semaine de congés payés. La portée réelle de ces mesures se discute. Mais très vite, de toute façon, d'autres mesures ont pris le relais : freinage puis blocage des salaires; multiplication et généralisation de statuts précaires pour tous les travailleurs, pendant que le chômage continuait de s'étendre.

Les nationalisations? Elles ont rapporté aux anciens actionnaires davantage qu'aux travailleurs des entreprises concernées. Au lieu de s'en servir pour contrôler les capitaux et leurs propriétaires, pour leur imposer une politique favorable à la classe ouvrière — ce qui aurait été possible en appelant sa mobilisation à la rescousse —, les socialistes au pouvoir s'en sont servis dans l'intérêt des riches. Et à cette époque-là, quatre ministres communistes étaient au gouvernement.

Et dans la plupart des autres domaines, celui de l'école, de la presse ou de la télé, les socialistes au pouvoir ont traîné dans la boue tous leurs idéaux, ont capitulé devant la petite ou grande bourgeoisie réactionnaire, et devant la droite. Et au terme de cinq ans de gestion "de gauche" des affaires de la bourgeoisie, Fabius peut dire, en guise de bilan: "C'est à nous qu'il est revenu de faire le sale

boulot (...). C'est la gloire et l'honneur des socialistes de l'avoir fait''! Cela, sur fond de bruit de bouchons de champagne que font sauter les boursiers!

ALORS, C'EST QUOI, LA GAUCHE ? UNE AUTRE FAÇON DE SERVIR LES RICHES ?

Rien d'étonnant, alors, si une partie des travailleurs, ceux qu'on disait "le peuple de gauche", ne sait plus trop qui est de gauche et ce que ça peut bien vouloir dire. Rien d'étonnant si le sentiment dominant est l'amertume, la déception, la démoralisation.

La bourgeoisie vit bien, très bien. Elle ne sait pas quoi faire de son argent. Elle a acheté des dollars ou des marks. Elle achète des actions, et la Bourse s'emballe. Elle achète des bouteilles de vin, pour sabler ça, mais surtout pour spéculer. Car même ce qui n'a pas grande valeur a un prix parfois exorbitant, et permet des profits.

La classe ouvrière, au contraire, si elle ne vit pas encore vraiment mal, vit cependant de plus en plus mal. Et c'est "normal" puisque les profits et la fortune des uns, dans une situation de crise où la production stagne ou même diminue, ne peuvent exister que par la surexploitation des autres.

"Jolie droite, pourquoi as-tu de si grandes dents?", demandent les socialistes par voie d'affiches. La vieille droite n'a plus tellement de dents. Mais la bourgeoisie, elle, garde ses crocs, une bourgeoisie rapace, égoïste, que la gauche a nourrie au gouvernement comme la droite l'avait fait auparavant.

Les travailleurs ont fait l'expérience, dure, que les patrons, les bourgeois, avaient leurs représentants politiques de gauche, comme ils avaient leurs représentants de droite. Ils ont fait l'expérience que les uns et les autres pouvaient alterner au pouvoir. Au gré des élections, les équipes peuvent se relayer, c'est la relève de la garde des profits et des intérêts bourgeois.

AUCUN "BON VOTE" POUR AUCUN PARTI QUI JOUE LE JEU

Alors, le climat est morose, dans la classe ouvrière, à la veille de ces élections. Evidemment, aucune poussée à gauche n'est à attendre. Une partie de l'électorat de gauche, comme dans quelques élections passées, ira-t-elle voter à droite, et en espérant quoi ?

Les électeurs ouvriers socialistes auront-ils le cœur, en votant à nouveau socialiste, de dire qu'ils sont satisfaits, et qu'ils en redemandent? Et les électeurs ouvriers communistes, ou sympathisants, voteront-ils de bon gré pour les candidats du PC, parce que le PC dénonce aujourd'hui la politique anti-ouvrière à laquelle il collaborait il y a moins de deux ans? Ou bien alors, une partie importante de la classe ouvrière boudera-t-elle les urnes, et montrera-t-elle son mécontentement par l'abstention?

Les élections donneront des réponses à ces questions. Mais elles ne résoudront rien, de toute façon, pour les travailleurs. Elles ne changeront pas leur sort, évidemment, jamais elles ne l'ont fait. Et moins que jamais, le vote en faveur d'aucun des partis qui jouent le jeu ne peut modifier le rapport de force en faveur de la classe ouvrière.

Ne parlons pas, évidemment, du vote pour des partis de droite ou d'extrême-droite. Leurs succès, d'une façon ou d'une autre, ne pourraient que renforcer le camp des ennemis de la classe ouvrière, moralement déjà.

Mais le vote pour le Parti Socialiste, pour le parti de la politique anti-ouvrière de ces cinq dernières années, serait aussi néfaste pour les travailleurs. Une partie de la bourgeoisie, le patronat en particulier, en tirerait la conclusion que les travailleurs voudraient que cette politique continue, et elle s'en réjouirait. Et si les socialistes se voyaient reconduits dans leurs fonctions, les patrons exigeraient d'eux davantage de reculades encore. Puisque preuve a été donnée qu'ils savent si bien reculer, et puisque, par-dessus le marché, ils auraient l'assentiment des travailleurs pour le faire!

Alors, resterait le vote en faveur du Parti Communiste. Lui du moins n'est pas au gouvernement. Ou n'y est plus. Il s'est refait une opposition, ou cherche à s'en refaire. Avec quelque peine d'ailleurs. La direction du PC explique qu'il est important que le PC ait un maximum de voix, et le maximum de députés. Mais pour quoi faire, puisque même quand le parti a eu des ministres, ça n'a rien changé?

Alors non, droite-gauche, ou gauche-droite, le problème pour la classe ouvrière n'est pas de voter pour les uns ou pour les autres de ceux qui, lorsqu'ils ont des postes, de députés ou de ministres, les mettent au service de la bourgeoisie.

Rien ne sert en fait de "bien voter". Il n'y a d'ailleurs pas de "bon vote" pour les travailleurs, si ce n'est le vote en faveur de militants ouvriers qui se présentent précisément pour dire que "bien voter" n'a pas de sens. Que "bien élire", ça ne compte pas. Et qu'il n'y a qu'une chose qui peut compter: se mettre en colère, entrer en lutte.

DES LISTES DE CANDIDATS LUTTE OUVRIÈRE

C'est ce que diront les candidats qui se présenteront sur nos listes, aux législatives et aux régionales, dans la trentaine de départements où nous avons une implantation militante. Voter pour eux, ce sera une façon à dire qu'on n'a jamais été, ou qu'on n'est plus prêt à jouer le jeu. Ce sera une façon de marquer son dégoût et sa colère, une façon à tout prendre plus efficace que de s'abstenir. Ce sera une façon aussi d'affirmer l'espoir et la conviction qu'un jour, la lutte des travailleurs éclatera, et paiera

Nous savons que nous aurons peu de voix, le courant que nous voulons représenter, s'il existe, est très faible. Mais il faut le renforcer, et les élections, ce rituel démocraticobourgeois auquel les travailleurs sont conviés, au bas bout de la table, peut être une étape.

FORGER UNE NOUVELLE FORCE POLITIQUE

Oui, nous pensons et nous dirons dans cette campagne que la classe ouvrière doit trouver en son sein les hommes, les idées et l'énergie nécessaires pour sa propre émancipation, et celle de toute l'humanité. Ces hommes et ces énergies existent, et ont toujours existé, même si certaines périodes, de diverses façons, ont été peu propices à leur expression et leur manifestation. Mais la classe ouvrière a su en de multiples occasions bousculer les jeux et les calculs politiques. Il y a eu les grandes grèves de 1936, la grève de mai 1968. A une plus petite échelle, tout dernière ment, il y a eu les coups de colère des cheminots ou des conducteurs de la RATP. Si ces explosions sont imprévisibles, et toujours imprévues, elles n'en ont pas moins existé. Et alors, les patrons, les bourgeois et leurs hommes d'Etat, de gauche ou de droite, sont moins fiers, moins assurés et moins glorieux.

Les élections bourgeoises, à quelques occasions déjà, nous ont permis de nous faire entendre, de nous faire connaître dans une faible mesure. Encore une fois, nous profiterons de l'occasion.

Mais nous savons bien qu'il ne suffit pas de quelques minutes d'antenne à la télévision, tous les deux ou trois ans, pour que naisse une force politique, pour que surgissent d'autres perspectives. Les rares minutes de télévision, les professions de foi électorales ne remplacent pas les actes, les gestes, la présence au sein ou aux côtés de la classe ouvrière, la participation à ses luttes, et la capacité d'y jouer un rôle, dans l'intérêt des seuls travailleurs en lutte.

D'ailleurs, nous ne cherchons pas à nous "faire un nom" si ce n'est celui que se donneront, dans un avenir peut-être proche, ceux qui, dans les luttes petites ou grandes, se seront retrouvés pour défendre les mêmes intérêts fondamentaux de classe. Et le problème, pour tous ceux-là, est encore de se trouver, de se reconnaître sur le terrain, dans les combats, leur préparation, leur déroulement et, espérons-le, leur succès.

Nous sommes convaincus que la classe ouvrière, a en son sein les forces potentielles qui pourraient former un courant nouveau, subversif, révolutionnaire pour tout dire. Un courant qui se cristallisera un jour, et le plus vite serait le mieux, pour offrir un pôle vraiment communiste, et vraiment socialiste, qui se substituerait aux actuelles directions faillies du PC et du PS.

UN PARTI... DANS ET POUR LES LUTTES

Ce pôle, cet espoir qu'on pourrait encore appeler un parti, se cristallisera dans les luttes, et dans les luttes seules. C'est en forgeant qu'on devient forgeron, et pas dans les palabres, en effet. Les travailleurs qui ont vu à l'œuvre des dirigeants prétendument communistes ou socialistes ont au moins appris ça. Mais on peut aussi, et c'est indispensable, discuter des combats à venir, pour mieux les préparer.

C'est le sens de toute notre activité qui trouvera seulement un éclairage nouveau avec la campagne électorale.

Des travailleurs conscients, militants à leur façon, et qui n'ont pas perdu l'espoir, il en existe. Nous en avons rencontré! A nous de contribuer à les rassembler.

Des coups de colère, il en existe aussi. Les uns et les autres sont surtout éparpillés, sans liens. Toutes ces lueurs ou ces étincelles doivent se retrouver, pour que jaillisse la flamme. C'est ambitieux, mais c'est possible, c'est indispensable surtout.

Et si les fichues élections de la bourgeoisie, parce qu'elles favorisent généralement un peu les discussions politiques, pouvaient être l'occasion de nouveaux contacts entre ceux qui veulent préparer un avenir de luttes ouvrières et de révolution, eh bien, elles auraient au moins servi à ça!

Michèle VERDIER

DOCILE QUAND LES CRITIQUES VIENNENT— DE LA DROITE, FERME QUAND L'OPPOSITION VIENT DE LA GAUCHE

En décidant finalement, après quelques hésitations, de convoquer le Parlement en session extraordinaire pour essayer de faire voter son projet de loi sur la flexibilité du travail, Mitterrand n'est pas du tout assuré d'y parvenir. Cette loi ne sera peut-être pas votée, faute de temps.

Les sénateurs communistes ont annoncé qu'ils allaient poursuivre l'obstruction menée par les députés communistes. Obstruction sous forme de dépôt d'amendements — 288, dit *L'Humanité* — et d'interventions qui peuvent se chiffrer à des dizaines, voire des centaines d'heures de discussion.

Du 4 au 9 décembre, l'Assemblée nationale avait dû siéger quasiment jour et nuit pour examiner et se prononcer sur plus de 300 amendements déposés par les députés communistes. Le gouvernement avait dû se résigner à engager sa responsabilité pour faire adopter le texte in extremis, avant de passer aux autres projets d'un ordre du jour très chargé. Les sénateurs communistes vont reprendre la même

tactique, en la perfectionnant. La commission des Affaires sociales du Sénat va d'abord entendre, à leur demande, de nombreux responsables syndicaux, ce qui devrait repousser l'ouverture du débat au 21 janvier.

La discussion proprement dite commencera alors. Mais à un train... de sénateur. Car ces dignes parlementaires, en majorité de droite, peuvent très bien décider, comme leur règlement les y autorise, de ne siéger que les mardis, jeudis et vendredis, et encore pas audelà de 19 heures. La flexibilité des horaires, c'est pour les ouvriers! Les sénateurs de la droite ne vont pas se l'appliquer à eux-mêmes, et surtout pas pour faire plaisir à un gouvernement socialiste. Autrement dit, le Sénat pourrait ne pas en avoir terminé avant que trois semaines supplémentaires ne soient écoulées. Le texte reviendrait alors vers la mifévrier à l'Assemblée nationale, avant une nouvelle lecture au Sénat et la lecture définitive devant les députés. Comme l'ouverture de la campagne électorale officielle est fixée au 26 février, cette convocation extraordinaire du Parlement a donc surtout un caractère de démonstration politique.

Mitterrand veut apparaître comme ne cédant pas au Parti Communiste. Mais il nourrit probablement quelques intentions politiques, aussi, vis-à-vis de la droite. Il nourrit probablement l'espoir — ou l'illusion? — que puisque la loi se veut favorable au patronat, aux possédants, la droite pourra difficilement s'y opposer, et qu'il pourrait donc avoir ses sénateurs — tout ou partie — avec lui.

Cela dit, alors que le projet de loi prévoit des négociations par branche, par exemple, on a déjà vu des représentants du patronat réclamer mieux encore à leurs yeux: des accords par entreprise. Et si on ne peut pas dire ce que feront les sénateurs de droite, majoritaires dans cette assemblée, il n'est pas dit qu'eux non plus ne fassent pas leur propre obstruction. Non parce que le projet ne serait pas antiouvrier,

mais parce qu'il ne le serait pas encore assez.

Cela dit, évidemment, et là aussi vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise, de droite ou social-démocrate, et probablement avec quelques calculs électoraux dont l'avenir dira s'ils ont été payants -, Mitterrand a surtout choisi d'apparaître comme ne cédant pas à la pression du Parti Communiste. Mais le choix n'est pas sans risque. Mitterrand perdrait la face immanquablement à ne pas repartir à la charge. Mais il n'est pas sûr non plus qu'il ne la perde pas de cette autre façon. Car Mitterrand fournit au PC une occasion de dénoncer ses projets antiouvriers, en pleine campagne électorale.

C'est un choix bien significatif de ce qu'est ce gouvernement, de ceux qu'il sert et de ceux qu'il méprise. Chaque fois ou presque que la droite a renâclé, ou protesté devant un projet gouvernemental, Mitterrand et ses ministres ont remballé leurs projets. Mais quand c'est le PC qui proteste, avec pour lui le soutien et la sympathie d'une partie non négligeable de la classe ouvrière, alors Mitterrand en fait une affaire de principe.

On ne sait pas — et Mitterrand non plus — si électoralement sa tactique sera payante. Mais on voit — et lui sait — à qui il veut plaire. Et ce n'est évidemment pas aux travailleurs!

Pour les travailleurs, toute cette affaire peut avoir au moins une utilité. C'est la preuve, ou la confirmation, que voter pour des socialistes de cette eau-là ne servira nullement à les protéger des coups du patronat. Cela ne pourrait que renforcer l'arrogance du patronat, en lui donnant à croire que vraiment les travailleurs sont encore bien peu susceptibles de se mettre en colère et de réagir, puisqu'ils continuent de donner leurs voix à des gens qui ne font rien pour les mériter, aucun geste, ni même aucune grimace.

Pierre VERNANT

CE QUE LA LOI CHANGERAIT

L'essentiel de la loi sur la flexibilité, en ce qui concerne les conséquences prévisibles pour les travailleurs, c'est de faire varier l'horaire au gré des besoins patronaux et de modifier le paiement des heures supplémentaires dans un sens défavorable aux salariés.

La loi sur la flexibilité fixe un horaire moyen **annuel** de 38 heures, ce qui en apparence représente une réduction par rapport à l'horaire actuel **hebdoma**- daire, qui est de 39 heures, réduction qu'il n'est pas prévu d'indemniser. Mais les désavantages ne s'arrêtent pas là. La nouvelle loi permettrait aux patrons de faire travailler certaines semaines jusqu'à 41 heures, et même jusqu'à 44 heures si la moyenne annuelle était abaissée de 38 heures à 37 heures 30.

Si certaines semaines tombent en dessous de la moyenne - pourquoi pas à 20 heures 30, par exemple - cela ne serait plus considéré (donc indemnisé) comme chômage partiel, s'il y avait ensuite des semaines de 41 heures ou de 44 heures pour les rattraper. Et les heures au-delà de 37 heures 30 ou de 38 heures ne seraient plus indemnisées en heures supplémentaires. Du moins jusqu'à concurrence de la moyenne annuelle prévue et, au-delà, elles pourraient soit être compensées en temps de repos, soit être majorées comme

dans les dispositions précédentes.

Cela permettrait donc aux patrons de faire venir les travailleurs quand ça les arrange, tout en les payant moins cher. Et c'est ce cadeau aux patrons que le gouvernement et des prétendus syndicalistes à la Edmond Maire ont l'aplomb de vouloir nous faire passer pour une "modernisation" et un "progrès", voire une "meilleure gestion de notre temps de travail"!

LES INSPECTEURS DU TRAVAIL FERMENT LES YEUX... DES PATRONS N'ONT PAS ATTENDU LA LOI

Selon le journal Le Monde, sur un peu plus de mille accords signés dans les entreprises en 1985 concernant l'aménagement du temps de travail, 10 % sont dérogatoires vis-à-vis du code du travail, quand ils n'en constituent pas des infractions pures et simples. Autrement dit, une bonne partie du patronat se fout ouvertement de la loi. Que faire alors? Verbaliser? Pénaliser? Incarcérer? Faire respecter la loi, d'une facon ou d'une autre?

Non: changer la loi, comme l'a

expliqué Fabius, pour que les patrons n'aient plus besoin de la piétiner. Ce qui est quand même inconfortable.

La loi du plus fort est toujours la meilleure... a-t-on écrit, il y a bien longtemps. C'est toujours vrai.

Quand les travailleurs trouveront la force de résister collectivement et un peu violemment, fermement du moins, aux lois des patrons et de leur gouvernement, sûr aussi que la loi changera. Dans certains cas, ça s'appelle même révolution. Et on a déjà vu ça.

QUESTION DE LIMITE

A Univers-Contact, une société de la Drôme spécialisée dans la fourniture et l'installation de panneaux et d'enseignes publicitaires, les ouvriers en grève, venus réclamer leurs salaires impayés, se sont fait recevoir de plusieurs coups de feu. Depuis octobre, ils n'avaient

pas touché un centime. Et comme aucune agence d'intérim de la région ne voulait plus fournir un aussi mauvais payeur, c'est à l'ANPE que le patron recrutait des employés qu'il ne rémunérait pas.

Comme l'entreprise n'est inscrite ni au registre du commerce, ni à la chambre des Métiers, qu'elle ne verse de cotisations sociales ni à l'URSSAF, ni aux ASSEDIC, et qu'en plus les commandes passées n'étaient jamais honorées jusqu'à leur terme, le patron encaissant tranquillement les avances sur travaux... on parle d'escroquerie. Et justice et inspection du travail s'émeuvent.

Si le patron s'était contenté de faire travailler gratuitement ses ouvriers, en leur promettant le rattrapage de leurs heures, plus tard... cela aurait pu s'appeler flexibilité.

VERS UN REDRESSEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL JAPONAIS?

Le syndicat des postiers japonais - pour faire face à la baisse d'intérêt du syndicalisme et des questions syndicales - publie désormais des photos érotiques dans son journal, l'Akebono. Entre deux photos pornos -pardon érotiques -v'la un petit article syndical...

Les revues syndicales ouvrières japonaises s'élèveraient donc au niveau de nos revues pour cadres et patrons... Lui, Play Boy...

Ça pourrait marcher... Maire par exemple, qui cherche désespérément le moyen de surmonter "la crise du syndicalisme", ferait bien d'y réfléchir. Pour les travailleurs, ce serait plus sympathique de remonter ainsi les finances du syndicat, plutôt que de voir Maire pleurer auprès des patrons pour qu'ils prélèvent directement la cotisation sur le salaire.

Evidemment, il ne faudrait pas abuser de saines lectures syndicales pendant le temps de travail. Une certaine flexibilité en pâtirait, mais les accords prévus par Maire pourraient comporter un chapitre spé-

Tapis vert : ça roule!

Près d'un milliard de francs ont été joués l'année dernière aux diverses tables des 135 casinos du pays... En progression sur 1984!

Avec, comme quarté gagnant et dans l'ordre : le Palm-Beach de Cannes, Divonne-les-Bains, Evian et Enghien... Faites vos jeux!

Reprise sur le diam!

Heureuse nouvelle: le prix du diamant au détail n'a pas augmenté cette année et le marché enregistre une hausse de vente de 13 %.

Mais attention: il s'offre très gros!

A la poursuite du diamant vert

La grande presse informait, discrètement, que Valéry Giscard d'Estaing effectue en ce moment, du 4 au 11 janvier, un voyage en Afrique Noire. Au Zaïre, hôte du président Mobutu Sese Seko. Au Congo, hôte du président Sassou N'Guesso. Au Gabon, du président Omar Bongo. Au Sénégal, d'Abdou Diouf. Etrange: Giscard semble avoir omis l'escale en Centrafrique. Encore traumatisé?

La seule grosse fortune qui va payer ?

Madame Claude, tenancière de bordel de grande réputation, paraît-il, du moins ex-tenancière recyclée dans la cuisine-pâtisserie outre-Atlantique, vient de se faire incarcérer pour le réveillon du nouvel an. Elle doit 17 millions de francs au fisc.

Pendant une décennie, Madame Claude dirigea la maison close la plus célèbre de France. Ses clients : des ministres, des princes, des PDG. Sa méthode : de discrets coups de téléphone. Son personnel : des call-girls donc, et de luxe, belles filles, bien élevées, cultivées, qui apprenaient les langues étrangères à leurs moments perdus. Ce n'est pas pour rien que ladite Madame Claude avait été élevée par les sœurs Visitandines. Portée très jeune sur la visitation rémunérante... par prostituées interposées!

Des films, des romans policiers, une autobiographie rédigée avec l'aide du frère de Françoise Sagan, assurèrent à cette maquerelle haut-de-gamme une sorte de denier du cul... Jusqu'à ce que le fisc s'en mêle, et jusqu'à ce qu'elle se fasse la belle aux USA, en 1976, pour y échapper.

Mais pour être imprudemment revenue chez elle, à Cajarc dans le Lot, la voilà donc close, dans une maison d'arrêt.

Enfin un grosse fortune que le gouvernement de gauche va pouvoir faire payer... peut-être ?

Les naufragés volontaires, et les autres

On en a un peu marre, des héros. Des monstres sur Yamaha, Porsche ou catamaran. Pendant plusieurs jours la presse, la radio, la télé nous ont encore infligé les malheurs des présque-naufragés du *Jet Services*. On souhaite pas la mort des gens, comme disait Brassens, mais enfin, ceux qui jouent avec leur vie et qui prennent leur pied à ça, que ça se fasse en silence!

Il y a assez de malheurs non voulus!

Tant qu'à exciter nos bons sentiments, on préférerait que ce soit à bon escient. Les fous de l'exploit dans la tourmente, dans les flots du fleuve Zaïre ou dans les vagues de l'Atlantique, on a déjà donné, merci.

A côté des fous de l'exploit, il y a les victimes de l'exploitation, eux aussi dans la tourmente — la même, sauf qu'ils ne l'ont pas cherché — dont on préférerait qu'on nous parle. Mais les journalistes s'en fichent, ou presque. Ces derniers ne sont pas de leur monde.

A propos du fameux cata-plusmarrant-du-tout, il y a eu seulement L'Humanité pour rappeler qu'en un mois trois marins-pêcheurs étaient morts dans des circonstances aussi dramatiques que celles vécues par les héros du Jet Services.

Ce dernier était muni d'une balise "Argos". La plupart des petits bateaux de pêche, non : l'équipement est trop coûteux. Alors les pauvres marins, comme on ne peut pas les repérer aussi vite, on en parle moins... et ils ont davantage de chances d'y rester.

Mais ça ne fait pas la Une des journaux. Ça rajoute seulement des morts à la longue liste des accidents du travail.

La loi veille à nous désintoxiquer

Le téléspectateur est paraît-il menacé d'être privé de désert. Ou presque. C'est qu'il est difficile de mégoter avec la Loi Veil qui interdit "aux fabricants et aux commercants de tabac de donner leur patronage à des manifestations sportives". Ou du moins à certaines. Car il suffit de demander une dérogation. Les exceptions sont autorisées, en si grand nombre d'ailleurs qu'on se demande si elles confirment la règle ou la tournent en dérision! Vive la pub pour le tabac au Grand Prix d'Europe de Formule 1! Au Championnat du Monde des rallyes! Aux 24 heures du Mans! Au Bol d'Or! Mais pas au Paris-Dakar, parce que les organisateurs ont oublié de demander!

Alors, c'est un coup dur pour Antenne 2, qui s'était assuré l'exclusivité des reportages sur le fameux rallye. Et coup doublement dur, du fait qu'un bon nombre de concurrents, et pas des moindres paraît-il, portent les couleurs de marques de cigarettes. On ne devrait donc pas les voir sur le petit écran. De l'argent va partir en fumée.

Tant pis pour eux. Ils n'avaient qu'à rouler pour de l'alcool, puisque c'est ça leur sport!

AFFAIRE PERROT-BOUTBOUL

GRATIN - CROTTIN

A FRÉQUENTER LE BEAU MONDE, ON SE RETROUVE DANS DE SALES DRAPS

Il avait pourtant bien commencé ce feuilleton télévisé : un Premier ministre, pardessus sombre et larme à l'œil, accompagnant la dépouille mortelle de son ami d'enfance assassiné, ce pauvre Me Perrot.

Et le deuxième épisode était plus touchant encore : les retrouvailles en direct de la jeune veuve, la petite jockey Darie Boutboul, chère au cœur des turfistes, avec son père qu'elle croyait mort depuis plus de vingt ans. Une scène à vous arracher le cœur, tellement elle était bien jouée. Et pourtant, elle n'avait été répétée, paraît-il, qu'une seule fois avant le "direct" d'Antenne 2. Mieux que Château-Vallon!

Et voilà que l'argent est venu tout gâcher. Le conte de Perrot, devenu drame de Boutboul, tournait à l'affaire de Cons. Car ce n'est pratiquement plus que de Mme Cons-Boutboul, belle-mère du mort et veuve du ressuscité, que l'on parle, et de ses affaires (financières uniquement, bien sûr) avec le père Bayzelon, supérieur des Missions Etrangères de Paris (avec un nom comme ça, comment ne pas être missionnaire ?).

Il faut dire qu'on n'avait pas tellement le choix : de quelque côté que les enquêteurs se soient tournés, les pistes sentaient aussi mauvais.

A commencer, bien entendu, par la première d'entre elles, la piste des champs de courses. Me Perrot, jockey amateur, avait en effet dans sa clientèle une partie du milieu hippique, coutumier des trafics financiers. Mais selon les enquêteurs de la police, il n'était finalement mêlé à aucun des scandales du monde hippique. Il avait dans ses affaires "quelques dossiers fiscaux délicats seulement". Mais quoi de plus normal, puisqu'il était expert financier et qu'il était l'ami d'enfance d'un ancien secrétaire d'Etat des Finances, aujourd'hui Premier ministre, un nommé Laurent Fabius? Et grâce à cette relation de Me Perrot, "quelques-uns lui doivent d'avoir arrangé de graves problèmes fiscaux", selon ce qu'écrit le Figaro-Magazine du 4 janvier, ce qui n'a rien de surprenant ni d'anormal non plus dans ce milieu.



Et la famille est réunie... Un de perdu, un de retrouvé : le compte est bon !

Alors l'avocat Perrot, en instance de divorce, se serait-il intéressé de trop près à sa bellefamille, et notamment aux affaires de sa belle-mère, l'ex-avocate Cons-Boutboul? Elle aussi est — ou était — experte en questions fiscales, puisque, vivant richement entre sa villégiature en Suisse, son appartement à Paris, et autre chose au Liechtenstein, elle arrive à ne payer que 300 F d'impât par mois

d'impôt par mois. A en croire Mme Cons-Boutboul, ce serait surtout le dossier des Missions Etrangères, qui était de la "dynamite", à laquelle son gendre n'aurait pas dû toucher. De la nitro-glycérine dans le bénitier, en quelque sorte, où pourtant Mme Cons-Boutboul avait déjà copieusement pataugé. Pieuse catholique, avocate des Missions Etrangères de Paris, chargée de défendre les intérêts financiers de la sainte institution à Hong-Kong de 1968 à 1981, elle a été radiée du Barreau de Paris en 1981 pour avoir escroqué ladite institution de la bagatelle de quelque 10 à 17 millions de francs. Il est vrai que les bons pères n'ont jamais porté plainte contre leur ancienne avocate pour récupérer leur argent. Très chère charité chrétienne! Très

cher bon dieu, prêt à le rendre au centuple!

Et l'on évoque à l'occasion les affaires des missions catholiques, faites pas seulement d'évangélisation mais aussi d'intéressement à l'entreprise coloniale. On évoque le sort du banquier Roberto Calvi, de la Banque Ambrosiano, liée aux finances du Vatican, et que ses "remords" avaient conduit à se pendre sous un pont de Londres sans qu'on ait jamais su qui se cachait sous le pseudonyme de ces fameux "remords"... Et en ce qui concerne les millions disparus, le Quotidien de Paris du 3 janvier émet l'hypothèse que client et avocate auraient pu être de mèche pour une combine visant à transférer en Suisse des capitaux du Vatican. De là à ce que l'absolution des pères pour les péchés de la dévote ait été commandée par les intérêts supérieurs du ciel... Ceux qui versent pour les œuvres seront au moins assurés que leur argent reste en bonnes mains.

On était parti des écuries. On en arrive maintenant au beau monde. Mais décidément, le gratin sent encore plus mauvais que le crottin.

Annick JALERIAN

PCF

"VOTEZ, NOUS FERONS LE RESTE" AIR CONNU.

Au point de presse hebdomadaire du PCF, Charles Fiterman, ex-ministre des Transports, constatant qu'"à deux mois des élections, le pouvoir socialiste tente de refaire le coup du bout du tunnel", a fait "un constat désastreux" de la politique du Parti Socialiste.

Pour l'ancien ministre des deux gouvernements Mauroy, qui, de juin 1981 à juillet 1984, a participé au pouvoir avec l'application que l'on sait, "il y a une ponction sur le niveau de vie des travailleurs sans équivalent depuis trente ans".

Quel travailleur ne serait pas d'accord avec cette appréciation? Cela ne s'est pourtant pas fait en deux mois ni même en dix-huit (depuis que Fiterman n'est plus ministre), mais au cours de toute la législature. Et il y avait bien encore quatre ministres du PCF au gouvernement, quand ont été décidés le blocage des salaires, l'amputation des retraites par l'instauration des cotisations sociales, l'augmentation de 1 % du prélèvement sur les salaires au titre de la Sécurité sociale, le début de la réduction des indemnités de chômage. Ils y étaient, et ils y jouaient alors le rôle des muets du sérail.

Ils peuvent crier fort aujourd'hui et dénoncer comme Fiterman la politique qu'ils ont cautionnée encore il y a peu. Mieux vaut tard que jamais, paraît-il, mais de là à nous convaincre qu'on ne les y prendra

D'autant plus que Fiterman et le PCF récidivent en quelque sorte. L'ancien ministre des Transports PCF dit: "Avec le vote communiste (...) on peut dresser un barrage à toutes les pressions exercées pour que le peuple français se soumette à la domination du capital". Il ne suffit donc pas de s'être fait avoir en 1981 en croyant tout changer avec des bouts de papier dans l'urne et des ministres de gauche au gouvernement, il faut recommencer cinq ans après.

Croire encore et toujours à ces bobards, serait-ce du masochisme ou du crétinisme électoral? Les deux, mon capitaine!

PS

AU SECOURS, LA GAUCHE RÉCIDIVE

"Dis-moi, jolie droite, pourquoi as-tu de si grandes dents ?"...

Sur les murs, la nouvelle affiche du PS, celle de l'énorme grand méchant loup, côtoie désormais celle du RPR, celle de la face rose et pouponne de Toubon.

Mais Toubon, son nom (miam-miam...) et ses bonnes joues ne lui viennent pas de ce qu'il aurait croqué quelques socialistes tout crus! Non, même Le Pen préfère d'autres friandises.

Les petits chaperons roses du gouvernement et du Parti Socialiste, Fabius, Jospin ou Chevènement, fantasment, comme on dit aujourd'hui. Comme le vrai Petit Chaperon Rouge, ils rêvent d'être croqués, baisés (interprétation psychologique du conte de Perrault) par des loups qui n'ont pourtant pas de gueule ...de vieilles haridelles édentées plutôt, vieux chevaux de retour que sont les Barre, Giscard, Chirac et tant d'autres...

Alors croqués, et baisés, les socialistes vont l'être, par une droite sans charme, et avec leur consentement... Quand les socialistes auront-ils un peu plus de dignité? Quand les poules auront des dents?

LE PEN REFOULÉ

Le Pen victime d'une loi contre les étrangers, c'est après tout un juste retour des choses; et en effet, invité par la chaîne de télévision de Suisse romande à participer à une émission politique, le leader du Front National n'a pu se rendre en Suisse.

C'est que, dans ce pays, une loi exige que tout étranger fasse une demande officielle aux autorités du pays avant de pouvoir s'adresser à une assemblée publique ou privée. Et les autorités locales lui ont refusé l'entrée à Genève.

Malheureusement pour les téléspectateurs suisses, l'émission a tout de même eu lieu, Le Pen répondant aux questions d'un studio situé côté français à Divonne-les-Bains, comme un émigré refoulé aux frontières! Il faut bien qu'il apprenne qu'on est toujours l'Arabe de quelqu'un.

NOUVELLE-CALÉDONIE

LES TUEURS D'ÉLITE DU GIGN ET L'ABSOLUTION DE PISANI

Il y a un an, le 12 janvier 1985, les gendarmes du GIGN, ce commando de supergendarmes super-entraînés et superarmés, criblaient de balles Eloi Machoro, l'un des dirigeants du FLNKS et son camarade Marcel Nonaro. A l'époque, Pisani, envoyé du gouvernement français, avait couvert ce qui était rapidement apparu comme un guet-apens et deux assassinats prémédités. L'enquête, menée depuis un an, confirme qu'il s'agissait bel et bien d'une exécution délibérée.

Le relevé des messages radios des gendarmes prouve que les deux militants ont été assassinés après que les Kanaks, assiégés dans une ferme isolée par les gendarmes, eurent annoncé leur reddition. Le juge n'a relevé aucune trace de balle sur les véhicules de la gendarmerie et sur les arbres alentour prouvant que les militants kanaks auraient tiré sur les assaillants. Trente-sept gendarmes, sur les trois cents mobilisés pour cette opération de grande envergure, affirment avoir entendu des coups de feu venant des assiégés mais leurs témoignages se contredisent. La seule douille saisie le fut le lendemain des faits, en dehors de la présence de témoins et par l'un des deux officiers qui dirigeaient le commando. Enfin le type d'arme utilisé pour abattre les militants du FLNKS est selon l'expert en balistique consulté, "une arme de guerre qui n'est pas destinée à des tirs de neutralisation", autrement dit une arme faite pour tuer.

Avant cet assassinat, un certain nombre de gendarmes n'avaient pas fait mystère de leur intention d'avoir la peau de Machoro qu'ils tenaient pour responsables de "l'humiliation" de leurs collègues encerclés et désarmés par des indépendantistes kanaks, lors de manifestations dans des villages isolés de la brousse.

Machoro était donc devenu l'homme à abattre non seulement pour les Caldoches d'extrême-droite mais aussi pour ces gendarmes envoyés là-bas, paraît-il, pour éviter les heurts entre les communautés blan-

che et kanake. La réalité de ce double assassinat n'était donc pas un mystère. Cela n'avait pas empêché Pisani de couvrir les auteurs en affirmant qu'il avait donné un ordre de "neutralisation". Un ordre dont, soit dit en passant, l'enquête n'a pas trouvé trace pour la bonne raison qu'il n'a jamais existé. Comme pour l'attentat contre Greenpeace, les gouvernants socialistes ont couvert les crimes des hommes de main de l'armée en mentant sciemment.

Le journal *Le Monde*, qui rapporte tous ces faits, approuve Pisani en ces termes : "La discipline des forces de l'ordre exigeait qu'elles soient couvertes". Voilà ce que sont ces gens costumés en hommes d'Etat. Des faux témoins par trouille inventant des ordres qu'ils n'ont jamais donnés de peur qu'on découvre qu'ils ne sont plus obéis!

Pierre VERNANT

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE A SAINT-NAZAIRE

Samedi 1^{er} février de 16 h à minuit Salle du Petit-Maroc à Saint-Nazaire

TOURÉ KUNDA ET L'ORCHESTRE DE MICHEL GÉRARD

Au gala de Lutte Ouvrière le vendredi 24 janvier au Bourget



L'ambiance sera chaude pendant la soirée et la nuit du vendredi 24 janvier au Bourget. Le groupe d'origine sénégalaise **Touré Kunda** n'a pas la réputation de laisser les spectateurs amorphes, mais au contraire de les enlever avec ses rythmes africains ou "afro-rock", comme certains les qualifient.

Touré signifie l'éléphant, et Kunda la famille, en langue soninké, celle des trois frères de la "famille éléphant". Touré Kunda est un groupe qui "monte", comme on dit. Après des tournées en France, en Afrique, au Japon, sur le continent américain, Touré Kunda doit passer en octobre 1986 au Zénith, à Paris.

Et le vendredi 24 janvier les milliers de spectateurs du gala de Lutte Ouvrière viendront écouter, danser avec **Touré Kunda**.

Ensuite, après un entracte d'une demi-heure, trois quarts d'heure, le temps de préparer la piste de danse, ce sera au tour de l'orchestre Michel Gérard d'entrer en scène, un orchestre que connaissent bien ceux qui ont participé aux précédents galas de Lutte Ouvrière, car il en a animé plusieurs. Un orchestre varié, des rythmes divers, pour durer jusqu'à l'aube.

Bien sûr, on pourra boire et se restaurer.

Pour ceux qui sont sans voiture et qui craignent d'avoir des problèmes pour rentrer, nous rappelons qu'un service de cars - gratuits — conduira à la fin du spectacle Touré Kunda c'est-à-dire vers 23 h 30 — du Bourget vers Paris (des cars feront même la tournée des gares parisiennes). Ensuite, durant toute la nuit, des cars partiront chaque demi-heure vers le centre de Paris (nous avons écrit qu'ils iraient jusqu'à la place de la République: ils iront en fait jusqu'à Châtelet, point de départ des autobus de nuit).

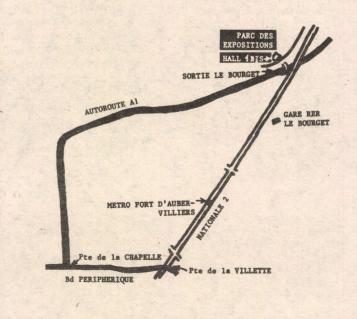
Alors, venez vous en mettre plein les oreilles, venez danser, venez passer une soirée et une nuit agréables ; et venez aussi, de cette façon, apporter votre soutien à notre journal.

Dehors ce sera l'hiver, dedans ce sera tropical!

Vendredi 24 janvier, à 21 heures (portes ouvertes à partir de 20 heures). Hall, 1 bis du Parc des Expositions du Bourget (à côté de l'aéroport).

Pour venir : par l'autoroute A1, prendre la sortie Le Bourget. Par la N2, au Bourget, suivre le fléchage. Cars gratuits à partir de 20 heures jusqu'au début du spectacle depuis le métro Fort-d'Aubervilliers et la gare RER du Bourget.

Et cars gratuits pour le retour.



HERSANT AU-DESSUS DE LA LOI, LA GAUCHE AU-DESSOUS D

LE GOUVERNEMENT ET LA LOI SUR LA PRESSE : **DE RECULADES EN ABANDONS**

"Opération illégale", avait déclaré la commission Caillavet (commission pour la transparence et le pluralisme de la presse) à propos de la prise en locationgérance du journal L'Union de Reims par le groupe Hersant.

Trois jours après, imperturbable, Hersant annonçait qu'il s'était offert le groupe du Progrès de Lyon (quatre quotidiens), avec en prime le monopole de la presse régionale sur la région Rhône-Alpes.

La loi sur la presse de 1984 ? Hersant s'assoit dessus ouvertement. De façon solennelle et grandiloquente, puisqu'il terminait un article à la Une du Figaro du 6 janvier de la façon suivante: "Ainsi parfois, pour ne pas être en retard d'une guerre, il convient d'être en avance d'une loi"! Et ce ne sont pas les protestations plus ou moins indignées de quelques ministres ou députés socialistes qui lui font peur. Pas plus que les procédures judiciaires engagées contre lui ces derniers jours.

Personnellement, Hersant sait qu'il ne risque rien. D'abord bien sûr parce que, en tant que député européen, il bénéficie de l'immunité parlementaire. Mais surtout parce qu'Hersant connaît son monde, celui des hommes au pouvoir. Et il en connaît, de ces hommes, de la gauche à la droite.

A la fin des années 1950, il siégeait à l'Assemblée nationale dans la même formation qu'un député de la Seine nommé Charles Hernu et au côté d'un allié politique, le député de la Nièvre, François Mitterrand. Ce genre de liens politiques et personnels, il

en reste toujours quelque chose, une certaine connivence. Un certain tutoiement même?

En 1967, Robert Hersant était encore élu député FGDS de l'Oise. La FGDS, c'était la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, dirigée par Mitterrand, qui regroupait la SFIO, la Convention des Institutions Républicaines... c'est-à-dire des groupes dits de gauche ou de centre-gauche...

Hersant évidemment, ensuite, a plutôt évolué vers la droite, si cela a le moindre sens de parler d'évolution... En 1981, il a perdu son siège de député. Mais il a eu la consolation de voir le pouvoir socialiste céder devant lui, à chaque escarmouche.

Car la loi sur la presse qu'Hersant bafoue aujourd'hui n'est que l'illustration, probablement ultime, de ces reculades du gouvernement de gauche.

Dans les 101 propositions du candidat Mitterrand, en 1981, celle qui portait le numéro 95 disait en effet : "Les ordonnances de 1944 sur la presse seront appliquées'', des ordonnances qui interdisaient en particulier à un patron de presse de posséder plusieurs titres. Il s'agissait alors, au moins devant les électeurs, de mettre fin une fois pour toutes au monopole de l'argent dans la presse et aux pouvoirs exorbitants de quelques magnats comme Hersant. Depuis 1978, Hersant était inculpé d'infraction aux ordonnances de 1944.

Mais une fois élu, Mitterrand ne manifesta aucun empressement à accélérer les choses. L'instruction ne fut terminée que deux

ans plus tard. Puis, plus rien : le dossier reste en suspens et jamais le Parquet n'entama les poursui-

Un an plus tard, le gouvernement présentait un nouveau projet de loi sur la presse. Ce projet, qui devait remplacer les ordonnances de 1944, en édulcorait considérablement le contenu. Mais cela n'empêcha pas la droite de protester véhémentement, de hurler à la dictature, ni les socialistes de reculer en faisant voter une version encore atténuée de leur texte initial.

Mais pourtant pas assez atténuée pour mettre Hersant à l'abri. Son empire dépassait déjà largement les limites plus que généreuses fixées par la nouvelle loi: 10 % de la presse nationale et 10% de la presse régionale.

Mais, à peine la loi fut-elle votée, que le conseil d'Etat, saisi par la droite, déclara qu'elle ne pourrait s'appliquer aux empires existants, sous peine d'avoir un caractère rétroactif. Et une fois de plus le gouvernement recula, en incorporant cette réserve à sa loi. Pas d'effet rétroactif donc. Et vive l'empire Hersant!

Hersant faisait d'une pierre deux coups : il échappait aux ordonnances de 1944 puisqu'elles avaient été abrogées - à la nouvelle loi de 1984 puisqu'on ne pouvait l'appliquer rétroactivement!

Après coup, pour justifier cette retraite peu glorieuse, les socialistes devaient déclarer qu'à défaut de supprimer le pouvoir d'un Hersant, la nouvelle loi constituerait un obstacle infranchissable qui empêcherait à tout

jamais Hersant d'étendre son

empire.

AU NOM DE LA

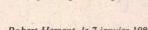
LOI SUR LA PRESSE, JE VOUS ARRETE

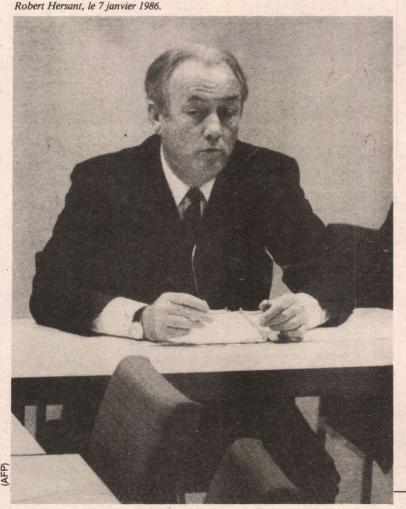
Eh bien, après les opérations que vient de réaliser Hersant, la fameuse loi apparaît pour ce qu'elle est : rien !

Non pas que le gouvernement manque de moyens pour la faire appliquer. Il dispose de moyens judiciaires. Il dispose surtout d'armes financières. Comme toute affaire qui marche, le groupe Hersant, aux multiples ramifications, composé de près de 170 sociétés, vit de crédits. Le Canard enchaîné dit que son "ardoise" auprès des banques s'élèverait à 200 ou 350 millions de dettes... rien qu'en France. Et de dettes envers qui ? Envers des banques nationalisées essentiellement, puisque nationalisation du secteur bancaire il y a eu. Dettes envers la BNP, le Crédit Lyonnais surtout, principal créancier. Dette envers des banques contrôlées par l'Etat. Un Etat dirigé par Mitterrand et Fabius, non? Alors, ils pourraient couper les crédits à Hersant, non?

Eh bien non. Car les socialistes au gouvernement n'en ont pas la volonté. Comme ils n'ont pas la volonté de se servir du contrôle des banques contre aucun capitaliste. Pour eux, oui, mais pas contre eux. Et même pas contre un Hersant qui les nargue. Même pas pour lui faire payer l'affront!

François ROULEAU





LA PRESSE N'EST PAS VENDUE QU'À SES LECTEURS

vernementale fait semblant de partir en guerre contre le "horsla-loi". Mais Hersant s'en moque. De la gauche, comme de la loi de 1984; comme il s'était moqué, avant, des ordonnances de 1944, censées elles aussi éviter la constitution de monopoles de presse en France... Aucune loi n'a empêché et n'empêche Hersant de trôner à la tête d'un énorme empire industriel, de regrouper des dizaines de titres. quotidiens, périodiques ; des milliers de salariés, qui lui permettent de toucher des millions de lecteurs et les milliards de francs de publicité qui vont avec...

Oui, Hersant se moque des lois. La seule loi qu'il connaisse, c'est la loi du plus fort et c'est la loi du fric.

Il n'est d'ailleurs pas le seul.

Aujourd'hui, la gauche gou- Les autres groupes de presse, à ce moment-là moins de men-Hachette, Amaury, etc., ne se gênent pas davantage pour s'approprier moyens d'information et d'expression, et les transformer en affaires juteuses. Le fric n'est même pas seulement de droite, d'ailleurs, Seydoux, Riboud et Berlusconi, les capitalistes amis de Mitterrand qui viennent de se payer la 5e chaîne, sont à loger à la même enseigne.

Et les cris indignés de la gauche ne doivent pas le faire oublier : dans cette société, la presse appartient à une toute petite poignée d'individus ; elle appartient au capital. On y trouve d'ailleurs en gros les mêmes "idées", qu'elle soit ouvertement de droite ou qu'elle se dise de gauche. La seule différence venant peut-être du fait qu'en général la presse qui se trouve dans l'opposition vend

songes que l'autre. Mais cela ne dure qu'un temps...

Même L'Humanité, qui n'est pas, c'est vrai, financée par des capitalistes, présente une "vérité" qui varie en fonction de ses liens avec le pouvoir. Une vérité qui était, par exemple, bien différente de 1981 à 1984 de ce qu'elle est aujourd'hui...

Alors non, dans cette société, la presse — achetée ou non par Hersant — n'est de toute façon ni vraiment libre, ni totalement indépendante à l'égard des puissances d'argent. Sauf bien sûr, mais vous le saviez peut-être déjà, la presse révolutionnaire, qui n'est, elle, c'est évident, ni vendue, ni à vendre!

Frédéric FERRIERES

DROITE EN CAMPAGNE_ PROGRAMMES ÉLECTORAUX

GALICHE N'A DIEN FAIT

LA GAUCHE N'A RIEN FAIT À CAUSE DE LA DROITE; LA DROITE NE FERA RIEN... À CAUSE DE LA GAUCHE

CONTRE
LE POUVOIR DU FRIC,
CELUI
DES LUTTES

Au bout de cinq ans, la Chambre de gauche va donc terminer ses fonctions. Mais on peut compter sur les doigts d'une seule main les lois de gauche qui ont été promulguées en ces cinq années. Et même ces lois-là, l'Assemblée de gauche y a renoncé. Quand des manifestations de la droite n'ont pas purement et simplement fait reculer le gouvernement, la moulinette et le hâchoir du Sénat et du Conseil constitutionnel n'ont pas laissé grand-chose de ces lois. Mais ça ne suffisait pas encore ; et aujourd'hui, avec la dernière en date de ces lois, celle sur la presse, on voit l'Assemblée de gauche et le gouvernement proprement et ouvertement ridiculisés par Hersant.

On voit donc aujourd'hui Hersant, le magnat de la presse, député de droite, grand bourgeois, s'asseoir carrément sur la loi, la tourner en dérision, en disant en substance : le temps qu'on me poursuive, j'aurai fait changer la loi. Hersant est sans doute très sûr de ce que feront pour lui les députés de droite après mars. Il a probablement des assurances de ce côté-là. Mais il a surtout confiance en son argent, cet argent qui lui permet de salarier une fraction importante de l'ensemble des journalistes français, et peut-être, indirectement, une partie des députés.

S'il n'avait pas son argent, il risquerait un an de prison pour avoir violé la loi.

Hersant n'est pas un magnat de la presse. C'est un magnat tout court. Ce n'est pas sur l'immunité parlementaire qu'il compte. C'est sur l'immunité que confère la fortune. Car, dans cette société, la loi ne s'applique qu'aux pauvres. Grâce à sa fortune, Hersant est au-dessus des lois. Avec son fric, il peut s'acheter des journaux, des dollars, des chevaux ou des députés, ou tout à la fois. C'est le privilège de tous les grands bourgeois. Et la majorité de gauche n'a rien changé à cela. C'est ça, la société basée sur le fric.

Depuis cinq ans, nous avons donc vu ce que pouvait donner une Assemblée de députés de gauche, dans la mesure où ils veulent représenter le pouvoir de la bourgeoisie. Car le problème est là : c'est le pouvoir de l'argent qu'il faut abattre. Pour cela, rien ne remplace la lutte des ouvriers eux-mêmes.

Rien ne remplace les grèves. Les grèves désorganisent l'économie, c'est vrai. Mais ce qui désorganise vraiment l'économie et toute la société, c'est bien la loi du profit, la loi du fric.

La bourgeoisie utilise son fric pour exercer le pouvoir. Les travailleurs, eux, n'ont pas besoin d'argent pour cela. Ce sont eux qui font fonctionner la société. Pour imposer leur volonté, il leur suffirait de se mettre d'accord pour agir. Evidemment, il est plus difficile à des centaines de milliers de travailleurs de se mettre d'accord qu'à un seul magnat de la presse comme Hersant de donner un ordre et de s'acheter la presse et les politiciens. Il n'empêche. Les travailleurs pourraient surmonter les obstacles qui les dispersent. Et s'ils agissaient ensemble, s'ils décidaient ensemble, toute la fortune des Hersant et des Dassault se réduirait à des bouts de papier, à des tickets de tiercé perdants, le lendemain de la course.

Et alors, ce n'est pas Hersant mais les travailleurs qui pourraient dire qu'ils sont en avance d'une loi, ou mieux, d'une révolution.

Mais tout ça, à condition de ne plus rien attendre du bulletin de vote. Contre le pouvoir du fric, les travailleurs n'ont qu'un pouvoir, mais un sacré pouvoir : celui des luttes.

C'EST QUAND MÊME
NORMAL QUE GRACE AU
CREDIT LYONNAIS
J'EMPOCHE LE
PROGRÈS DE LYON

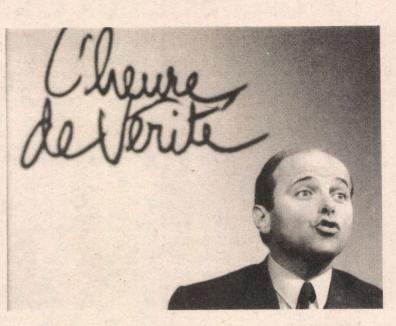
CREDIT
LYONNAIS

La droite n'a pas de programme électoral précis, pour la simple raison qu'elle ne pourrait rien promettre aux nantis que la gauche ne s'efforce de leur donner déjà. Alors, elle a préféré avoir une "philosophie": C'est suffisamment vague pour qu'on ne puisse pas l'accuser de ne pas avoir tenu ses promesses.

Ainsi, on ne promet plus de dénationalisations à tout-va, pour préférer les expressions : "Moins d'Etat", "Plus de libéralisme", etc.

Mais on n'est jamais trop prudent. Les politiciens de droite ont beau ne rien promettre à leur électorat, il reste que celui-ci peut croire bêtement que moins d'Etat, c'est moins de contrôle des prix, moins d'impôts, moins de charges sociales, des choses concrètes, quoi... Alors que les chefs de file de la droite sont certainement bien décidés à ne pas descendre des hautes sphères de la philosophie... Et le gros problème des Giscard et des Chirac, c'est qu'il va falloir tenir deux ans comme cela, des élections législatives aux élections présidentielles...

Alors, le *Figaro-Magazine*, hebdomadaire de Hersant, sous la plume de Philippe Vasseur, leur a préparé un dossier dans lequel ils pourront puiser au gré des besoins. Un dossier directement inspiré des déclarations des socialistes durant les premières années de leur gouvernement : si l'on ne peut rien faire, c'est à cause de l'héritage...



Non, ce n'est pas Fabius à "L'heure de vérité", mais Toubon, en novembre 1985. Ressemblants à tout point de vue!

Ainsi pour l'inflation — il est de plus en plus question d'une reprise de l'inflation mondiale — on nous explique, avant même que la droite ne revienne au gouvernement, qu'il y aura "des retards à rattraper, des tarifs publics autoritairement contenus, les prix sont comprimés comme un ressort qui ne peut que se détendre un jour".

Et tout est à l'avenant : les déficits

budgétaires, le trou de la Sécurité sociale, la dette publique, l'endettement extérieur, la monnaie, l'emploi... Dans tous ces domaines, il ne faut pas s'attendre à des miracles de la part de la droite, à cause... de la gauche!

C'est curieux parce que, déjà, la gauche ne pouvait rien faire à cause de la droite... L'œuf et la poule, quoi...

J.J.F.

UDF

GISCARD DANS LES CHASSES

Puisque la droite se refuse à avoir un programme électoral précis, ses leaders se livrent à des "réflexions". Profondes, cela va sans dire. Et c'est ainsi que, dans un style gentilhomme campagnard, Giscard a reçu Louis Pauwels avec lequel il s'est entretenu pendant une journée entière dans sa propriété de "la campagne tourangelle".

On apprend des choses, en lisant Giscard. Par exemple, qu'il se sent utile. C'est important, ça. "Je pense être dans le cas de pouvoir influencer les décisions", a-t-il dit, ajoutant à titre d'exemple : "Je l'ai fait récemment à propos du cumul des mandats"... Respectueux, Pauwels n'a pas voulu lui enlever ses illusions en lui rappelant que le gouvernement n'avait pas besoin de son appui pour faire passer une loi...

Mais, derrière les grands airs régaliens que veut se donner Giscard, avec l'appui complaisant d'un hebdomadaire réactionnaire, il y a le politicien, dont les préoccupations réelles se résument en peu de mots : comment revenir, et surtout rester, au pouvoir...

"Nous gagnerons (les élections de mars 1986) j'en suis sûr. (...). Mais

notre victoire aux urnes peut être suivie d'une défaite politique. D'une défaite provoquée par l'éclatement de l'action gouvernementale et par la déception de l'opinion'.' C'est que Giscard se rappelle : "La première élection déstabilisatrice, sous mon septennat, fut l'élection cantonale de 1976, mauvaise pour notre majorité"... Giscard avait été élu en 1974 et, deux ans plus tard, sa majorité avait déjà des problèmes. Et Giscard sait compter : élue en 1986, la majorité de droite risque fort d'avoir des problèmes en 1988, l'année de l'élection présidentielle, ça tombe bien mal...

Bien embêté, Giscard affirme que la droite n'a cependant pas le choix : il faudra aller au charbon et "cohabiter" avec Mitterrand pendant deux ans, même si cela met la droite en mauvaise posture pour la suite. Mais ce n'est pas grave, rassure Giscard. Après la victoire de la droite, Mitterrand ne sera plus qu'un "président constitutionnel, dépourvu, pratiquement, du pouvoir de décider".

En attendant, il faut déjà se faire élire en 1986.

Alors Giscard fait des clins d'œil à la petite-bourgeoisie et à ses préjugés antiétatiques : "(Dénationalisation) de l'ensemble des entreprises"; "priorité à la réduction des charges des entreprises"; le monopole syndical aux élections professionnelles "doit être supprimé"; révision du barême de l'impôt sur les successions, "parce que la protection de l'héritage fait partie du fonds commun de la France moyenne, et du désir naturel des Français de laisser à leurs enfants le produit de leur travail":

Et, pour tous ceux qui pourraient estimer que ce train de "mesures" ne provoquera pas grand changement, Giscard a une réponse toute prête, empruntée paraît-il aux Chinois, dont la "civilisation reposait sur l'idée (...) que le changement est mauvais..." et qui étaient partisans d'un "changement continu et imperceptible".

Bref, avec son éventuel retour au gouvernement, Giscard promet que ça changera, mais assure qu'on ne s'en rendra pas compte.

Qui en doutait?

Jean-Jacques FRANQUIER

FRONT NATIONAL

À LA QUEUE, LES PREMIERS

Les valeurs vraies de vraies se perdent au Front National! L'état-major joue la carte de la respectabilité et parachute à la tête de ses listes des politiciens, vieux chevaux de retour et autres crocodiles sortants et sortis du marais, en lieu et place de ses fidèles lieutenants (probablement de la même veine).

La rogne gronde. Dans l'Isère, quatre membres du bureau départemental se sont ainsi démis de leurs fonctions, pour protester contre l'atterrissage en tête de liste de Bruno Mégret, président des Comités d'Action Républicaine. L'un des contestataires, Jean-Claude Arabian, a dénoncé l'"autoritarisme" de la direction, les "propos racistes" de certains militants, le comportement "d'éléments fascistes" à l'intérieur du parti et le "climat malsain de magouilles"

Il s'y connaît, dans tout ça, puisque

c'est le responsable local de l'association des amis du général Salan!

L'extrême-droite, au cri fameux de "Sortez les sortants", a souvent fait usage de la démagogie antiparlementaire. Mais aujourd'hui où ces politiciens en mal de siège y voient le plus court chemin vers la mangeoire parlementaire, on s'y bouscule... sans même que les derniers entrés aient la correction de prendre la queue!



ESPAGNE

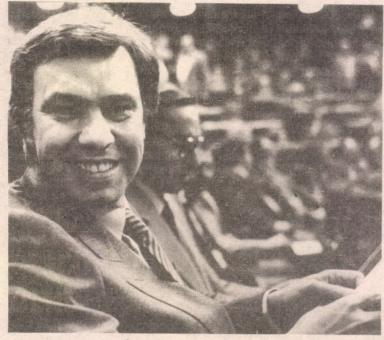
LE GOUVERNEMENT ORGANISE LA CHASSE AUX ÉTRANGERS

L'entrée en vigueur de la loi sur les étrangers du très "socialiste" gouvernement espagnol a déclenché contre les travailleurs immigrés une persécution en règle et une véritable campagne de terreur.

Sous le prétexte de recenser tous les étrangers résidant en Espagne, l'administration les a obligés à attendre dans des queues de plus de mille personnes sous les intempéries. Elle les a entassés dans des cellules immondes, que même les juges ont considérées indignes "de la condition humaine": Puis l'administration a parqué sur les aéroports, qui sont restés fermés, tous ceux qui ne possédaient pas le permis de résidence, que seul le gouvernement peut donner. Et elle les a embarqués comme du bétail vers leurs pays d'origine.

En Espagne, on peut compter sur les doigts de la main les travailleurs immigrés qui ne sont pas clandestins. Les autres, soit travaillent toujours sur la corde raide, soit ont d'ores et déjà été renvoyés par des patrons qui ont profité de l'atmosphère de pogrom pour les jeter à la rue sans aucune indemnité

De plus, en vertu de cette loi, les milliers de musulmans qui sont nés ou ont passé leur vie entière à Ceuta et Melilla (les enclaves espagnoles du Maroc) sont en passe de devenir des "Espagnols sans



Felipe Gonzales.

patrie": Leur sort risque peut-être d'émouvoir les partis de gauche. Car, regroupés comme ils sont, ces "sans-papiers" pourraient bien s'organiser, manifester et se faire entendre.

Quant aux autres, les travailleurs immigrés de la péninsule, dispersés et désorganisés, à la merci de la police et des juges du gouvernement, aucun parti, aucun syndicat n'appelle la classe ouvrière espagnole à se solidariser avec eux. Les patrons et les ministres à leur service gardent les coudées franches pour alterner expulsions et mesures d'austérité, et aggraver les conditions de vie des travailleurs, de tous les travailleurs.

Le gouvernement de Felipe Gonzales est parfaitement dans la ligne... celle des gouvernements de cette Europe, décidée à faire payer coûte que coûte la crise aux travail-

Gabriel CATALA

DES JEUX POUR AMUSER LE BON PEUPLE

Selon la revue Cambio 16, l'Espagne serait le pays du monde où l'on dépenserait le plus d'argent aux jeux. Il est vrai qu'entre les courses de lévriers, les paris sur la pelote et le football, les loteries diverses (nationale, pour les aveugles, etc.), les casinos, le bingo et les machines à sous, la population gaspille annuellement l'équivalent de 100 milliards de francs.

Pour ne pas être en reste, le gouvernement socialiste vient de déterrer la "Loteria Primitiva", quelque peu dépoussiérée et lancée en grande pompe le 17 octobre dernier. Et il perfectionne le racket en autorisant l'installation de machines à sous dans les gares, les cantines, les salles d'attente et les wagons des trains.

Désormais, au lieu d'attendre un premier prix à la loterie du samedi ou au loto sportif du dimanche, tout un chacun pourra tenter sa chance à la "Primitiva" dès le jeudi. Si le sort contraire s'acharne, il restera le demimillion de machines à sous et le millier de jeux de bingo pour tenter l'impossible.

Avant, la religion servait à enseigner la patience aux pauvres, en échange d'un petit coin de paradis après la mort. Personne n'en étant jamais revenu pour confirmer, il a bien fallu

trouver des formes de consolation plus palpables. Et, grâce aux loteries, des miracles sonnants et trébuchants peuvent être annoncés, quelquefois.

Moyennant quoi, les trois rois du jeu peuvent continuer à faire leur pelote avec la misère des gens et l'Etat se mettre dans la poche la part du lion. Tous les gouvernements du monde savent ça.

Quand tout va mal, quand l'économie est en crise, quand la situation n'offre pas d'issue, il faut laisser flotter un espoir : les jeux de hasard chaque jour, les jeux électoraux de temps en temps.

L'ENTRÉE EN EUROPE ÉTAIT PAYANTE

Le premier effet de l'entrée de leur pays dans le Marché commun, le 1er janvier, a été pour les Espagnols l'introduction de l'IVA, l'impôt à la valeur ajoutée, équivalent de notre TVA, qui s'est traduite par une augmentation désordonnée des prix.

Le but est, paraît-il, d'harmoniser le système fiscal espagnol avec le système européen, en le simplifiant par la même occasion. L'IVA remplaçant un système de 24 impôts différents, et les commerçants ayant la possibilité de la "récupérer" sur leurs achats, l'augmentation des prix n'aurait, paraît-il, dû être "que" de 2%.

Mais apparemment un bon nombre d'entre eux ont jugé préférable de la "récupérer" tout de suite, sur le dos de leurs clients, dans la plus complète fantaisie. Ainsi certains restaurants et bars ont maintenu les tarifs de l'année dernière, mais d'autres ont facturé 6 voire 12% en sus. D'un commerce à l'autre, le même produit peut coûter jusqu'à 30% plus cher; et les taxis appliquent à leurs clients un supplément IVA, pour le moment illégal.

Les consommateurs espagnols doivent être heureux d'appartenir à cette grande Europe qui a fourni l'occasion au gouvernement, aux industriels et aux commerçants de se payer un peu plus sur leur dos!

F.T.

d'un pays à l'autre

POLLUTION EN POLOGNE

"Pas un seul arbre, un seul arbuste, une seule herbe..."

Selon une enquête publiée par *Le Monde* (4-5/1/86), la pollution en Pologne serait en train de prendre des proportions catastrophiques, reconnues par les autorités elles-mêmes.

Dans la région de Bydgozcz où est installée une usine chimique, en dix ans, à onze reprises des alertes chimiques ont été déclenchées. La plus grave s'est produite en 1977, quand une citerne a perdu 6 tonnes de chlore en pleine ville. Les crédits pour la protection de l'environnement étant insuffisants, les habitants vivent, protection illusoire, avec les fenêtres fermées...

Dans une autre ville, à Plock, c'est l'eau de la Vistule qui est polluée au benzopyrène, un produit cancérigène. A Cracovie, la Vistule est polluée par le sel des mines de charbon, provoquant la pénurie d'eau pour les 700.000 habitants

Quant à la Haute-Silésie, elle "accumule l'air pollué, l'eau infecte, les forêts mortes, les sols acides". Le taux d'acidité n'est plus communiqué, même à l'officielle Académie des Sciences. La presse elle-même publie des reportages comme celui-ci: "Pour voir un paysage lunaire, je vous conseille de parcourir la route entre deux villes silésiennes, Zabrze et Ruda Slaska. Pas un seul arbre, un seul arbuste, une seule herbe".

Il est vrai qu'aujourd'hui la Pologne consacre ses crédits, non pas à lutter contre la pollution, mais à rembourser ses dettes auprès des banques occidentales.

A.J.

MEXIQUE

Les banques nord-américaines aideront le Mexique... pour continuer à toucher leurs intérêts

Le Mexique, l'ancien "élève modèle du FMI", qui même après le tremblement de terre de Mexico avait promis de continuer à rembourser ses dettes aux banques internationales, quitte à appauvrir encore plus sa population, a finalement été obligé de mettre les pouces: la nouvelle baisse du prix du pétrole brut a fini de ruiner les derniers espoirs des banques des pays riches de voir le gouvernement mexicain arriver à payer les traites qu'ils lui demandent.

La Maison-Blanche a déclaré

que les USA étaient disposés à aider le Mexique a obtenir un nouveau prêt. Le gouvernement de Mexico tente actuellement d'obtenir au moins 4 milliards de nouveaux crédits, pour faire face aux échéances de sa dette en 1986.

Mieux vaut, bien sûr, pour les banques internationales qui ont prêté au Mexique (et dont la majorité sont nord-américaines), consentir un nouveau petit prêt et continuer à toucher leurs intérêts, qu'acculer le gouvernement mexicain à la faillite.

ÉTATS-UNIS

Accident de Welbers-Falls : c'est le capitalisme qui tue

Le 4 janvier, à l'usine chimique de Welbers-Falls (Oklahoma) aux Etats-Unis, "pour une raison non déterminée", nous dit-on, plus de 12 tonnes d'hexafluorure d'uranium, au gaz extrêmement toxique, se sont répandues dans l'atmosphère, tuant un ouvrier qui travaillait à proximité et intoxiquant plus ou moins gravement 14 autres personnes.

L'hexafluorure d'uranium est un produit légèrement radioactif, très corrosif et dangereux, utilisé pour la fabrication du combustible des centrales nucléaires et des bombes atomiques. Il est mortel quand il entre au contact de l'atmosphère, brûlant la peau, les yeux, les poumons. Il a déjà fait parler de lui

C'est de l'hexafluorure d'uranium qui était transporté comme une vulgaire marchandise en août 1984, lors du naufrage du *Mont-Louis* au large d'Ostende. La récupération dans l'épave des 30 fûts (restés par chance intacts) avait été très laborieuse.

Les précautions réelles que nécessiterait l'usage d'un produit aussi dangereux sont de toute évidence négligées, au moins dans un certain nombre de cas.

Plus dangereux que tous les produits chimiques connus, c'est le capitalisme avide de profit.

A.J



AVANT LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES, LA BOURGEOISIE LIBÉRALE TENTE DE FOURNIR UNE ALTERNATIVE À MARCOS

Aux Philippines on n'est plus qu'à quelques semaines des élections présidentielles que le dictateur Marcos a dû concéder à la volonté des USA, soucieux de ravaler quelque peu la façade peu reluisante du régime. La campagne bat son plein et Marcos fait feu de tout bois, accusant en particulier l'opposition regroupée derrière Corazon Aquino, femme du politicien libéral Benigno Aquino, assassiné il y a deux ans par les sbires de Marcos, d'être soutenue par le Parti Communiste. Quant à Benigno Aquino lui-même. Marcos l'accuse tout simplement d'avoir été un des fondateurs du mouvement de guérilla du PC philippin.

Marcos tente évidemment d'utiliser les arguments qu'il peut pour convaincre la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie philippines qu'il est le seul rempart contre le désordre. Il compte aussi et surtout, de toute évidence, sur l'appui des forces de répression, passées maîtresses non seulement dans l'utilisation de la terreur mais aussi dans celle de la fraude électorale. Mais il est clair que l'opposition dirigée par Corazon Aquino est en fait une tentative d'une fraction de la bourgeoisie libérale pour offrir une solution de rechange à Marcos, tout en mettant d'autre part un coup d'arrêt au développement des luttes populaires et à la montée de l'influence du PCP.

Corazon Aquino, de son côté, tente en effet de convaincre et la droite et la gauche de la validité de sa solution. Devant une assemblée d'un millier d'hommes d'affaires, elle a présenté son programme économique, un programme très modéré de "modernisation" du capitalisme, demandant plus de souplesse pour le paiement de la dette extérieure (26 milliards de dollars), la fin du monopole des proches de Marcos sur certains secteurs de l'économie. Elle a appelé les milieux d'affaires a soutenir "un gouvernement honnête, responsable et crédible".

En même temps, la candidate de l'opposition s'est adressée au Parti Communiste en l'invitant, si elle était élue, à participer à son gouvernement, "à condition qu'il renonce à la violence et qu'il participe aux élections". Elle espère constituer un regroupement ayant la caution du PC et trouver en même temps l'appui des milieux bourgeois et des dirigeants américains, inquiets devant la montée de la violence, des manifestations

de masse, et surtout le développement des guérillas liées au PC philippin.

Enfin, aux Etats-Unis, Corazon Aquino a promis le maintien au moins jusqu'en 1991 de leurs bases militaires, dont les deux plus grandes bases US situées hors du territoire des Etats-Unis.

Ainsi, c'est une tentative de "troisième force" entre la dictature et les guérillas qui est en train de se constituer aux Philippines. Elle bénéficie au moins d'une neutralité partielle, voire du soutien des USA. Un rapport confidentiel a été publié dans la presse US, dans lequel les dirigeants américains posent leur problème en ces termes: "Nous devons être à même de travailler avec lui (Marcos) et de l'influencer au moyen d'une politique bien orchestrée de promesses et de menaces — afin qu'il prépare les conditions d'une transition pacifique, quel qu'en soit le moment". La pression des USA pour imposer des élections présidentielles va dans ce sens. Et Corazon Aquino, si elle parvient à rallier d'un côté la bourgeoisie, de l'autre le PC, pourrait bien être la candidate idéale pour réaliser cette "transition pacifique".

Le chef de l'opposition de droite, Salvador Laurel, a accepté, in extremis, de retirer sa candidature et de devenir seulement candidat à la viceprésidence. Le cardinal de Manille a invité Corazon Aquino et Laurel à "penser d'abord à l'intérêt supérieur du pays" car "les élections de février 1986 constitueront la dernière chance de la démocratie et de la justice aux Philippines". Il s'agit pour tous ces politiciens, ces bourgeois, ces ecclésiastiques, d'éviter par-dessus tout que Marcos soit chassé par la rue, et de faire en sorte qu'il le soit, si cela s'avère possible, de façon légale, par des élections assurant la continuité de l'Etat et du pouvoir de la bourgeoisie.

Personne ne peut dire encore, évidemment, si la tentative de Corazon Aquino peut réussir. Mais on peut constater qu'elle est rendue possible par la politique du



Grande manifestation de protestation contre le régime, en septembre 1983, un mois après l'assassinat de Benigno Apuino. L'effigie du président Marcos y a été brûlée.

PC philippin. Le président du PCP, actuellement en prison, a pu néanmoins, à l'occasion d'une audience au tribunal, accorder une interview, dans laquelle il explique que les Philippines ont besoin de conquérir leur indépendance nationale véritable, de réaliser la démocratie, ce qui signifie la fin de "la dictature fasciste". Il précise: "Nous devons dissoudre le féodalisme, pour que les forces locales du capitalisme, c'est-à-dire les entrepreneurs nationaux et les plus petits capitalistes, puissent être libérés". Et le programme du FDN, le Front démocratique national, une émanation du PC, fixe cet objectif: "Le FDN étend et consolide la révolution nationale jusqu'à la victoire totale dans tout le pays et l'établissement d'une nouvelle république philippine dotée d'un gouvernement de coalision démocratique. Le FDN prône une vraie réforme agraire". Et il ajoute que "les paysans riches seront autorisés à conserver leur niveau de vie", de même qu'il garantit "à tous le droit à la propriété privée des moyens de production et de consommation"

Le programme du PCP est donc taillé sur mesure pour la bourgeoisie philippine.

Les efforts qu'a fait en 1985 le PCP pour faire entrer dans le front qu'il venait de créer, Bayan (Nouvelle alliance démocratique), toutes les organisations "antidictatoriales, anti-impérialistes, militantes et populaires" sont d'ailleurs révélateurs de cette politique. Pour parvenir à un accord avec les partisans d'Aquino, ceux qui disent se réclamer "du socialisme et pour commencer de sa forme atténuée, la social-démocratie", le PCP leur a proposé dans le Front une représentation majoritaire (I/3 des voix pour le PC, I/3 pour les sociaux démocrates I/3 pour les libéraux démocrates, la décision se prenant à la majorité des

Au fond, la politique préconisée par le PCP est donc parfaitement compatible avec les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie philippine. C'est ce qui permet à l'opposition libérale d'espérer montrer que le meilleur moyen d'enrayer la montée des luttes de la population est de mettre le PC au pied du mur, en obtenant son engagement à appuyer le front d'opposition.

Il n'est pas dit, bien sûr, que cela réussisse. D'abord parce que le PCP peut se montrer plus exigeant que ne l'espère Corazon Aquino. Ensuite parce que la bourgeoisie et finalement l'impérialisme peuvent préférer leur dictateur de toujours, Marcos, pour lequel ils savent à quoi s'attendre, au projet libéral de Corazon Aquino, sur lequel pèsent bien des inconnues. Enfin, parce que les classes populaires philippines, dans leur lutte, peuvent sortir des cadres où cherchent à les enfermer dès à présent des bourgeois libéraux, mais aussi finalement le PC lui-même.

Ce serait indispensable en tout cas si les prolétaires, les paysans pauvres de là-bas, ne veulent pas que l'alternative libérale, voire même le "Pouvoir populaire" que pourrait constituer un mouvement comme le PC philippin, ne soient finalement que de brefs intermèdes vers une nouvelle dic-

Alain SANCERRES

LE PC PHILIPPIN

Le PCP est la seule force qui lutte militairement contre la dictature. C'est un parti à qui l'on attribue le qualificatif de "maoïste", en précisant qu'il est avant tout nationaliste; comme tous les partis de ce type. Selon les chiffres des USA, le PCP aurait de 30 000 à 60 000 membres, un million de sympathisants. Et sa branche armée, la Nouvelle Armée du Peuple, NAP, compterait 15 000 guérilleros. Les autorités et les Etats-Unis, s'inquiètent car ce mouvement se développerait très rapidement. Il est apparu en 1968. Son implantation actuelle s'étendrait sur une bonne partie des campagnes. La NAP aurait établi des "gouvernements clandestins" dans 20 % des villages du pays, et certaines îles pourraient même dans un délai bref échapper totalement au contrôle des forces gouvernementales.

Le PCP jouirait d'une influence croissante dans la paysannerie, par le KMP (Mouvement paysan des Philippines), créé en juillet 1985, une fédération de 48 organisations qui dit regrouper plus de 500 000 paysans.

Au sein de la classe ouvrière elle-même, le PCP influence-rait largement la seule fédération syndicale qui existe face au syndicat officiel de Marcos. C'est le KMU, Mouvement du 1er Mai, que les militants communistes animent. Le KMU regrouperait actuellement, selon ses dirigeants, près de 500 000 travailleurs du textile, des mines et de la confection.

Dans un pays où la situation sociale devient explosive, où 80 % de la population vit en dessous du "seuil de la pauvreté", où depuis l'assassinat d'Aquino en août 1983 les manifestations se multiplient, avec parfois des centaines ou même des millions d'hommes, la bourgeoisie et l'impérialisme craignent que le PCP ne devienne une organisation dirigeanté au sein d'une grande partie de la population philippine.



Renault veut donner l'exemple de la flexibilité et de la baisse des salaires



A l'issue de discussions entre syndicats et direction de chez Renault, on connaît maintenant les dernières propositions patronales. Pas question pour la Régie d'engager pour 1986 des négociations salariales, et la seule augmentation prévue - si on peut appeler ça comme ça - c'est 0,5 % au 1er février. Quant à la prime trimestrielle de mars, qui était de 420 F au coefficient 100 l'année dernière, elle passera à 240 F cette année. Les revalorisations de salaires n'ayant été que de 1,5 % pour 1985 et les primes ayant déjà été réduites, le pouvoir d'achat des travailleurs de chez Renault avait donc déjà notablement chuté l'année dernière. Cette année la direction veut remettre ça.

Mais là ne s'arrête pas son offensive : elle propose à la ratification des syndicats pour le 24 janvier une modification de l'indemnisation du chômage partiel. Le chômage partiel est devenu une habitude chez Renault : en 1985, avec une répartition variable selon les usines, au total c'est près de 950 000 journées de travail qui ont été perdues. C'est dire l'importance de la question.

Jusque-là, les heures perdues étaient indemnisées par l'Etat au titre de l'indemnité minimale de chômage partiel, à laquelle s'ajoutait un complément payé par un "Fonds de régularisation de ressources" alimenté par la Régie. Les caisses de ce fonds étant à sec du fait du haut régime de chômage partiel, la direction de Renault propose un nouveau système. Elle veut créer une nouvelle caisse alimentée, en plus de sa dotation, par une cotisation de 0,15 % sur les salaires. Et cela, tout en diminuant le taux de compensation qui, pour un agent de production (OS), passerait de 88 % à 77 %.

De plus, la direction veut mettre en application la flexibilité et propose une modification des horaires: 38 h 10 au lieu de 40 h 40 pour les équipes... mais en sortant les trente minutes de pause cassecroûte, (soit 2 h 30 par semaine). 39 h25 en horaire "normal" au lieu de 39 h 50, compensé... si la production reste la même. Il s'agit en fait de rogner sur l'indemnisation des heures supplémentaires.

Au temps du plein emploi, Renault était à la pointe en matière d'avantages sociaux concédés par les patrons dans le but de conserver la paix sociale. Le voici maintenant en passe de devenir le phare de la régression sociale. A moins que ce rôle ne plaise pas aux travailleurs de la Régie et que, par une réaction salutaire, ils fassent remballer leurs projets à leur patron, l'Etat en l'occurence.

HOSPICES CIVILS DE STRASBOURG

A nouveau des restrictions

Comme l'an dernier, le Conseil d'Administration des HCS a refusé à l'unanimité le budget modifié à la baisse de 4 % proposé par le préfet.

Le directeur annonce la couleur : "Il faudra prendre des mesures drastiques" mais, prenant les devants, il ajoute que "rien ne sera fait qui portera préjudice aux malades".

Alors "si ce n'est pas sur les malades, sur le dos de qui va-t-on faire des économies?", s'interrogeaient des employés de l'hôpital.

- La fermeture en été de services d'urgence médicale et d'urgence cardiologique est déjà prévue. - Une partie des économies (57 millions de francs) sera faite sur le poste budgétaire consacré au personnel (infirmières, aidessoignantes. ASH, etc.).

- Et une autre (12 millions de francs) portera sur les fournitures médicales (produits sanguins, prothèses, médicaments, etc.).

Pourtant, les Hospices Civils de Strasbourg ne sont vraiment pas le paradis.

Les produits médicaux et d'entretien sont déjà rationnés : on demandait périodiquement aux malades de se procurer du savon, du papier hygiénique et... des médicaments. Par exemple, un malade hospitalisé en "Médi-

cale A" pour anémie ne peut pas être soigné pour un banal mal de gorge : il doit se faire acheter des pastilles en pharmacie.

Depuis plusieurs années, le personnel en congés annuels, de maternité ou de maladie, n'est pas remplacé. La situation est particulièrement épineuse en été: des services voisins sont regroupés, et certains sont placés sous la responsabilité d'une élève-sagefemme ou élève-infirmière.

Jusqu'à maintenant, l'administration de l'hôpital a puisé largement dans le dévouement du personnel. Mais il n'est pas démultipliable à l'infini.

Échos des entreprises

On connaît les coupables

Gros branle-bas aux portes de l'usine depuis une semaine : les gardiens ont en effet reçu l'ordre de fouiller à fond les camions. La raison serait qu'à l'inventaire, la direction se serait aperçue d'un "gros trou" dans ses stocks.

Remarquez, nous aussi, quand on fait l'inventaire de nos porte-monnaie, on trouve un gros trou! La différence, c'est que les voleurs, on sait où ils se trouvent: au Conseil d'administration!

> Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chausson - Gennevilliers -Usine G.

Des pharmaciens font... des comptes d'apothicaires!

L'affichage des effectifs et cadences du Trafic laisse perplexe: un jour, c'est 172,5 personnes, l'autre jour, 180,5 etc.

Pourquoi des virgules? Qu'y a-t-il derrière? Notre découpage en tranches? Un bras sur le montage et l'autre main sur les boutons de commande?

S'ils veulent nous mettre en morceaux, ils sauront bientôt que nous ne sommes pas des demi-portions!

> Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chausson - Gennevilliers -Usine G.

Touche pas mon week-end

Une pratique est en train de devenir de plus en plus courante à l'usine : celle qui consiste à dire à un ouvrier, en milieu de semaine : "Tu ne travailles pas vendredi, et à la place, tu viens samedi"; ; sans majoration d'heures supplémentaires, évidemment. Oh bien sûr, pour l'instant, ça ne concerne que les volontaires. Mais méfiance: des vrais volontaires aux volontaires forcés, il n'y a pas loin, et si nous n'y prenons garde, cette pratique, par ailleurs tout à fait illégale, risque fort de se généraliser.

Le patron ne nous fait aucune fleur. Nous n'avons donc aucune raison de lui en offrir.

> Extrait du bulletin Lutte Ouvrière General-Motors de Strasbourg

Toujours plus sauvage

Depuis la reprise du travail, plusieurs ouvriers de Saint-Ouen sont partis travailler à Levallois. L'usine de Levallois est en sous-effectif.

Mais Saint-Ouen aussi. Alors des ouvriers du service de propreté sont obligés de remplacer sur presse ceux qui sont partis à Levallois.

Moralité: Il manque encore plus de personnel à la Propreté.

Pendant ce temps, les ouvriers de Clichy sont mis en chômage technique en attendant leur licenciement.

Il y a de quoi voir rouge!

On veut nos 12 payes dans l'année

La paye est arrivée en retard ce mois-ci. Plusieurs d'entre nous n'ont eu leur virement qu'au début de ce mois, après les fêtes.

Ce n'est pas la peine de nous donner la fiche de paye le 19 si c'est pour ne virer la paye que 15 jours plus tard.

Citroën est plus pressé de virer les ouvriers que la paye.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Citroën - Saint-Ouen

ASSURANCES

Entre flambeurs

Etrange, comme le nombre des incendies d'entreprises enregistrés par le Centre de Documentation et d'Information de l'Assurance a pu augmenter, ces dernières années. Cent trente grands incendies industriels entre le 1er janvier et le 15 octobre 1985. Soit 3 % de plus que pour la même période de 1984, et 34 % de plus que pour 1983.

Alors, les assureurs s'inquiètent. Ce sont des milliards de francs qu'ils ont à verser. Escroqueries aux assurances? On comprend que les assureurs aient des doutes, eux qui s'y connaissent si bien à faire flamber leurs actions à la Bourse, plutôt que d'assurer correctement leurs petits clients.



PTT - GRÈVE DES MONTEURS

A Paris, les cabines téléphoniques ne répondent plus

A Paris, cela fait maintenant un mois que la quasi-totalité des cabines téléphoniques à pièces est hors d'usage. En effet les travailleurs des PTT qui relevaient d'ordinaire les caisses de ces cabines refusent de continuer depuis le 10 décembre, date à laquelle l'un d'entre eux a été assassiné en effectuant sa tournée, seul et sans aucune mesure de sécurité, comme d'habitude. Ces travailleurs ont la qualification de "monteurs" et sont normalement chargés de l'entretien des installations chez les abonnés. Ils sont environ 500 sur Paris, répartis sur les 18 centres principaux. Voici maintenant deux ans, l'administration a supprimé les équipes centrales chargées de relever les caisses et d'entretenir les cabines. Depuis, elle fait faire ce travail aux monteurs, désignant chaque jour 4 ou 5 d'entre eux dans chaque centre, à tour de rôle. A l'époque, beaucoup avaient signé une lettre disant qu'ils refusaient ce travail, et parmi eux le monteur assassiné. Mais, à coup de chantage et de pressions, l'administration avait finalement réussi à le leur imposer.

Depuis le 11 décembre donc, dans chaque centre, ceux qui sont désignés pour faire le relevage sont en grève, les autres continuent à entretenir les installations des abonnés. Et cela à tour de rôle. Ainsi, en moyenne, un monteur se retrouve en grève tous les 4 ou 5 jours. Devant leur détermination, l'administration a eu recours à des expédients, comme de faire relever les cabines par des entreprises privées, ou par des cadres des PTT. Mais ceux-ci, s'ils peuvent ainsi récupérer l'argent, sont de toute façon bien incapables de remettre en marche les cabines. A la gare d'Austerlitz par exemple, alors que les équipes privées relèvent les caisses, 3 cabines à peine fonctionnent sur une cinquantaine.

Bien sûr, la solution serait la généralisation des cabines téléphoniques à carte. L'administration dit qu'une bonne partie des cabines devraient être équipées rapidement. Peut-être. Mais d'ici

là, les monteurs ne veulent plus servir de collecteurs de fonds.

Correspondant LO

Cabines à carte... sans carte

Les cabines téléphoniques à carte ont fait ces derniers mois leur apparition dans tous les arrondissements de Paris. Mais les fameuses cartes, elles, sont très difficilement trouvables et même, ces derniers temps, quasiment introuvables. Dans les bureaux de poste et les agences commerciales des télécommunications, où l'on est censé pouvoir se les procurer,

on répondait la semaine dernière qu'il n'y en avait plus nulle part. L'administration des PTT explique que l'entreprise qui produit ces cartes, bien qu'elle travaille "21 heures sur 24", n'arrive pas à fournir. Soit... Mais les communications gratuites, ça serait beaucoup plus simple pour tout le monde!

DIM - AUTUN

Un coup

bas

CRÉDIT LYONNAIS - LEVALLOIS

Des débrayages à la grève au secteur "Tandem"

Au Crédit Lyonnais Levallois, il y a eu récemment des remaniements: trois secteurs ont été regroupés en un seul, le "Tandem" (du nom d'un système informatique), à partir duquel des informations sont dispatchées sur différents centres et agences de la banque. Pour les employés de ce service, cela a signifié, avec la nécessité d'apprendre de nouvelles techniques, un surcroît de travail. Mais pour la direction il n'était question ni de revoir la classification du personnel, ni d'embaucher pour faire face.

Le 20 décembre, bien que l'on soit entré dans la période des fêtes, les employés du Tandem se sont fâchés. Ils ont eux-mêmes organisé une réunion, à la suite de laquelle ils ont décidé, à 25 sur 33, de débrayer dans l'après-midi. Depuis, ils ont poursuivi quotidiennement le mouvement, une heure ou plus, parfois toute l'après-midi. Les syndicats CGT, CFDT, et FO leur ont apporté leur soutien.

Ils réclament une nouvelle classification, du personnel supplémentaire, une augmentation de salaire (20 points, soit de l'ordre de 200 F), une formation continue et de meilleures conditions de travail.

Mardi 7 janvier, trois représentants des employés du Tandem, accompagnés des délégués syndicaux, ont été reçus par la direction. Mais celle-ci, à part quelques point de détail, a rejeté leurs revendications.

Cela les a mis en colère. Après discussion, ils ont pris la décision de poursuivre le mouvement en arrêtant complètement - au moins jusqu'à la fin de la semaine - et en exerçant une surveillance permanente sur les écrans du Tandem et les locaux.

Déjà avant même que ceux du Tandem n'aient eu une réponse négative de la direction, leur mou-

vement a donné des idées à un secteur voisin, ceux du "Swift". Quand, le 6 janvier, la douzaine d'employés de ce service se sont rendus compte qu'il n'y aurait aucune augmentation individuelle, ils ont décidé à leur tour de débrayer une heure dans l'aprèsmidi et de venir travailler tous en même temps, sans tenir compte des horaires décalés. Ils ont repris les mêmes revendications salariales que ceux du Tandem, et continuent depuis.

D'ici à ce qu'au Crédit Lyonnais Levallois il y en ait d'autres...

qui ne passe pas Si DIM (les bas) à Autun voulait se faire une "pub", on

peut dire qu'il aura réussi. Conférence de presse et tracts de la CGT locale ont alerté les journaux et la population ouvrière, CGT et CFDT ont alerté les ouvriers de l'entreprise même ; jusqu'au député PS local, André Billardon, qui est intervenu; tout cela pour contester une décision de la direction de l'entreprise.

Il s'agissait de faire réintégrer un travailleur que la direction avait accusé sans aucune preuve de "tricher" sur sa production. Il avait été mis à pied deux jours une première fois en juin, puis une seconde en octobre "sine die", c'est-àdire jusqu'à une date indéterminée. Tout le monde dans l'entreprise était persuadé qu'il s'agissait d'un coup monté par la direction contre un travailleur - délégué CGT non pas à cause de son travail, mais à cause de ses idées.

Après la décision de l'inspecteur du travail de refuser le licenciement, ce travailleur a été réintégré (après trois semaines de mise à pied), et la direction a reconnu qu'elle n'avait pas de preuves à ses accusations.

Les travailleurs de l'entreprise DIM étaient très contents, et localement les gens de gauche aussi, que soit ainsi mis en échec DIM, un prototype de ces patrons locaux qui veulent faire la pluie et le beau temps.

En leur collant la "chaussette à clous" de temps à autre, ils deviennent plus compréhensifs. Talalatan tan ta...

NORTON - LA COURNEUVE

La trêve des confiseurs n'a pas endormi les travailleurs

Chez Norton, après avoir interrompu les débrayages commencés à la mi-décembre, durant la période des fêtes, nous nous sommes retrouvés aussi nombreux (les deux tiers des présents) à l'assemblée convoquée par les syndicats le lundi 6 janvier.

calmé notre mécontentement, d'autant que la direction, durant cette "trêve", a proposé de donner deux fois 0,5 % d'augmentation pour l'année 1986!

Elle avait pourtant dit aux syndicats, au début des négocia-

rait donner 1 %, mais qu'elle ne le ferait pas parce que c'était trop dérisoire. Et elle nous ressert son 1 % comme cadeau en janvier!

Eh bien, les travailleurs lui ont donné la réponse que méritait sa

La période des fêtes n'a pas tions sur les salaires, qu'elle pour- proposition : les débrayages quotidiens ont repris, et ils continuent à l'heure où nous écrivons.

Correspondant LO

AIGUILLEURS DU CIEL

Grève réussie, mais revendications en suspens

La grève des aiguilleurs du ciel a été un succès et lundi 6 janvier une grande partie du trafic aérien a été paralysée. Seuls ont été effectués les vols prévus par la clause du "trafic minimum", cette restriction du droit de grève des contrôleurs aériens. Celui-ci n'a été rétabli légalement en 1984, après vingt ans d'interdiction, que sous cette condition. Sur 626 vols prévus au programme le jour de la grève, seuls près de 80 ont été effectués.

Une rencontre est prévue entre les syndicats (qui avaient tous appelé à la grève le 6 janvier), et le secrétaire d'Etat aux Transports. Mais à l'ordre du jour de cette rencontre il ne figure pas l'essentiel des revendications des aiguilleurs du ciel, à savoir la prise en compte des primes (30 à 40 % du salaire) pour le calcul de la

retraite. C'est pourquoi le mouvement du 6 janvier pourrait n'être que le prélude à d'autres.

Une menace qui plane... et qui finira bien par atterrir, si les pouvoirs publics continuent de faire la sourde oreille!

PAS UN POUR RACHETER L'AUTRE

"LES LOUPS ENTRE EUX"

de José Giovanni

Le commando de neuf supermen, qui a pour charge d'arracher des mains de terroristes, au service de l'Est, le général de l'OTAN qu'ils ont enlevé, représente une belle brochette de tueurs qui n'a rien à envier à ceux d'en face. Si c'est cela qu'on appelle des "héros", il n'y a vraiment pas de quoi être fier. Violence terroriste

d'un côté, violence préparée, commandée, payée par des gens très haut placés et très bien considérés de l'autre, le tout très sérieusement traité donne une image du monde pire que n'importe quelle jungle.

Cela dit, José Giovanni a bien ficelé son film et l'expédition des têtes brûlées, au cours de laquelle on s'entretue comme l'on prend une tasse de thé, est impressionnante. Le plus impressionnant restant quand même les grimpettes de Patrick Edlinger qui semble aussi à l'aise sur un à-pic de quelques centaines de mètres que le spectateur dans son fauteuil.

L.P.

"TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE"

une production Walt Disney

Quitte à aller voir au cinéma des affreux battus par des gentils largement aidés, il est vrai, par un petit cochon extra-lucide, des elfes et autres fées — autant s'en remettre à ce dessin animé Walt Disney. Il est si bien fait que même les parents accompagnés y prendront plaisir.

Le courage et la ténacité sont récompensés ; la vanité, la servilité et l'ambition détruites. Bref, tout ça est très moral, mais le spectateur de 7 à 77 ans se laisse embarquer sans réticence dans ce monde complètement imaginaire!



Dans les salles parisiennes

SILVERADO de Lawrence Kasdan

Un western d'1 h 40, cadré dans des paysages magnifiques où se déroulent des aventures menées au galop et s'échangent moult gnons entre les inévitables bons d'un côté et méchants de l'autre. Le tout saupoudré d'une pincée d'humour fait un divertissement à ne pas bouder!

UGC Montparnasse 6°. Paramount Odéon 6° (VO). Marignan 8° (VO). Normandie 8° (VO). Paramount Opéra 9°. UGC Boulevard 9°. La Bastille 11°. UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Paramount Montparnasse 14°. Convention Saint-Charles 15°. Kinopanorama 15° (VO). Maillot 17°. Clichy Pathé 18°.

CUORE de Luigi Comencini

Probablement le meilleur film, le plus bouleversant, qu'on peut voir en ce moment.

Ou comment les enfants de la communale sont éduqués dans le civisme et le patriotisme chers à la bourgeoisie en Italie, en 1899. Et comment cela déboucha pour eux sur les champs de bataille de la guerre mondiale, en 1915.

Forum Orient Express 1er (VO). Saint-Germain Studio 5e (VO). Elysées Lincoln 8e (VO). Olympic Entrepôt 14e (VO). PLM Saint-Jacques 14e (VO). Sept Parnassiens 14e (VO).



PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES d'Emir Kusturica

Dans la Yougoslavie du début des années 50, au moment de la querelle Tito-Staline, les malheurs d'un petit bureaucrate vus par les yeux malicieux et perspicaces de son fils. Un film fin et chaleureux, rempli de notations qui font comprendre bien des aspects de la société yougouslave de cette époque, vécue du côté des petits privilégiés.

Saint-André des Arts 6° (VO). Reflet Balzac 8° (VO).

CORBEAUX ET MOINEAUX de Zheng Junli

Tourné clandestinement à Shanghaï en 1948 et achevé en 1949 après la victoire des troupes de Mao, ce film retrace l'atmosphère et l'incroyable pagaille qui régnaient en Chine dans les derniers moments du régime de Tchang Kai Chek.

Studio 43 9° (V0).

LA PARENTELE de Nikita Mikhalkov

Une villageoise russe rend visite à sa fille citadine dont elle découvre avec un certain effarement le mode de vie. Un film intéressant qui, s'il semble louer les vertus de la vie paysanne traditionnelle face à la vie urbaine marquée par les modes venues d'Occident, constitue une satire aigre-douce de la vie actuelle en URSS.

L'Epée de Bois 5e (V0).

LES NOCES DE FIGARO de Jean-Pierre Ponnelle

L'opéra de Mozart dont le livret a été directement inspiré par la pièce de Beaumarchais. Une intrigue pleine de surprises et de retournements, assaisonnée d'insolence à l'égard de la bonne société du 18° siècle. Un spectacle réjouissant avec des interprètes de grand talent : Fischer-Dieskau, Kiri Te Kanawa, Mirella Freni, Hermann Prey...

Vendôme 2e (V0).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE de Woody Allen

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Studio de la harpe 8° (V0). Publicis Matignon 8° (V0).

COMMUNIQUÉ

"WALKYRIE OU BÉCASSINE?"

Walkyrie ou Bécassine?, c'est le titre du spectacle de Marén Berg et Christine Costa qui interprètent Wolf Biermann, Diane Dufresne, Bettina Wegner, Bobby Lapointe, Konstantin Wecker, France Léa... du 13 au 18 janvier 1986 à 20 h 30 à la Cité Universitaire (Fondation Deutsch de La Meurthe), 37 Bd Jourdan, 75014 à Paris - M° Cité Universitaire. Places à 55 F; étudiants, ACJ, chômeurs 35 F; groupes (à partir de 15 personnes) 25 F. Contact: de 10 h à 13 h. Tél. au 47.34.54.37 et de 14 hà 17 h, tel. au 42.36.46.32.

VOYAGE DANS LA TÊTE D'UN P.DG

"IACOCCA"

par Lee Iacocca

Comment réussir individuellement, "à l'américaine"; voilà une recette qui suscite l'intérêt, paraît-il, de l'autre côté de l'Atlantique, puisque les mémoires de Lee Iacocca, président de Chrysler, ont été là-bas un best-seller.

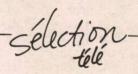
Telle que Lee Iacocca la conte, c'est en effet une histoire édifiante. Fils d'une famille d'immigrants italiens, il devient le "n° 2" d'un des trois géants de l'automobile, Ford. Grâce à son génie du marketing et à ses qualités de dirigeant, l'entreprise lui doit — c'est du moins ce qu'il écrit — quelques-uns de ses plus grands succès, au point que la gloire de Iacocca finit par porter ombrage au vrai patron de droit divin, Henry Ford II. Celui-ci finit par le mettre dehors comme un malpropre, sans même juger bon de lui donner une raison plausible. Iacocca dégringole sans préavis de son bureau de "grand patron" à un petit bureau minable avec un téléphone, censé lui permettre de retrouver du travail.

Notre héros bien sûr ne se décourage pas. Parti de rien, redescendu "au plus bas", il remonte aussitôt plus haut puisqu'on lui propose de devenir président du rival de Ford, Chrysler.

Chrysler est au bord de la faillite et fait des milliards de déficit, lacocca doit aller implorer l'aide de l'Etat américain, mais il réussit à renflouer l'entreprise, à faire des profits records, à rembourser l'Etat avec anticipation et, ce qui ne gâte rien, à faire la nique à Ford.

Dans cette belle saga d'un manager qui se considère comme un héros de l'industrie automobile, on passe évidemment assez vite sur les licenciements massifs, les réductions de salaire qui ont permis le renflouement de Chrysler, et on ne parle pour ainsi dire jamais de ce qui se passe dans les ateliers. C'est avec une candeur parfaite et sans complexe que lacocca raconte ce qu'il considère comme son épopée sans se gêner d'ailleurs pour parler de son salaire pharamineux qu'il considère comme parfaitement normal.

Mais c'est d'une certaine façon ce qui fait l'intérêt du livre : il montre, de l'intérieur en quelque sorte, comment peut raisonner un dirigeant ordinaire du monde capitaliste. Iacocca n'est pas un patron particulièrement cynique, c'est même quelqu'un qui réfléchit au-delà de son propre fauteuil. Il voit très bien quelques-uns des maux du système capitaliste dont il est bien évidemment un chaud partisan. C'est ainsi qu'il pro-



Samedi 11 janvier

20 h 35. A2 — Ma plus belle histoire d'humour. Pour ses vingt ans de carrière, Guy Bedos s'offre et nous offre une sélection de ses meilleures histoires. Avec comme invités Jane Birkin, Renaud, les Trois Jeanne...

21 h 15. TF1 — Droit de réponse de Michel Polac : Les enfants de Pétain. Le pétanisme passé et présent. Avec, entre autres, un ancien ministre de Pétain et un ancien FTP.

Dimanche 12 janvier

19 h 00. TF1 — Magazine de la semaine, 7 sur 7: Après Fabius sur A2 et Jospin sur FR3 la semaine dernière, le défilé continue avec Raymond Barre...

20 h 35. TF1 — Film: Le grand carnaval, d'Alexandre Arcady. Algérie 1942: le débarquement américain



transforme la vie quotidienne des pieds-noirs. Avec Philippe Noiret dans le rôle d'un riche propriétaire terrien et Roger Hanin dans celui d'un petit cafetier enrichi dans le marché

22 h 55. A2 — Musiques au cœur. Emission d'Eve Ruggieri consacrée à la cantatrice Kiri Te Kanawa qui fut la Dona Elvira dans l'opéra filmé Don Juan de Mozart. Au programme, des airs de Scarlatti, Gluck, Puccini et Mozart.

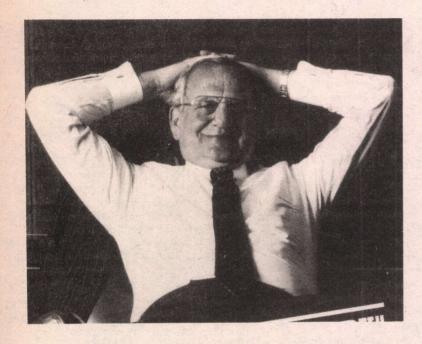
22 h 30. FR3 — Film : La tête d'un homme de Julien Duvivier (1932). Policier : une des plus anciennes interprétations de Maigret. Avec Harry Baur

Lundi 13 janvier



20 h 35. FR3 — Film: Les aventuriers, de Robert Enrico. Les aventures de deux amis rêvant de gloire et de fortune. Avec Alain Delon et Lino Ventura.

Deux livres sur l'économie capitaliste écrits par des capitalistes



pose une "politique industrielle", voire même une "planification gouvernementale" qui n'aurait rien à voir avec le socialisme, précise-t-il, le tout afin d'éviter que les capitaux n'aillent se perdre dans la spéculation financière au lieu de s'investir dans l'industrie.

Bien sûr, Iacocca ne se demande pas pourquoi, justement, dans le régime de la libre entreprise, il n'est pas question de s'en prendre au droit sacro-saint de tout possesseur de capitaux de faire ce qu'il veut de son argent, même si c'est acheter des bouts de papier pour spéculer et même si ça mène l'économie mondiale à la faillite. Il raisonne en cadre moyen d'une société fondée sur le capital, qui n'imagine pas de sortir de ce cadre et qui cherche simplement quelques recettes pour qu'elle fonctionne mieux. Naïveté réelle ou feinte, nous ne nous hasarderons pas à le dire. En tout cas, Lee Iacocca, s'il s'étend sur la vie de famille, ne va pas jusqu'à dire où il place les larges économies que doit lui permettre son salaire de P-DG: chez Chrysler, ou dans la spéculation?

A.F.

☐ Iacocca par Lee Iacocca, Ed. Robert Laffont, 380 pages, 95 F.

22 h 25. A2 — Pays d'Octobre. Choses vues dans le Mississipi. Deuxième émission. La religion et la communauté noire. Evocation de Martin Luther King et de Malcolm X, entre autres. Bertrand Tavernier, auteur de cette émission, a d'ailleurs réalisé un film sur le même thème, Mississipi blues.

Mardi 14 janvier

20 h 35. A2 — Film: Les Aventures de Rabbi Jacob. Aventures inénarrables d'un petit industriel raciste obligé de se déguiser en rabbin pour échapper à des tueurs. Avec Louis de Funès.

Mercredi 15 janvier

20 h 35. A2 — Le grand échiquier. Emission de Jacques Chancel consacrée à Julien Clerc. Avec également Michel Boujenah, Renaud, les groupes Indochine et Téléphone.

22 h 55. FR3 — Cinéma sans visa. Bayan Ko. Film philippin de Lino



Brocka. A travers la vie d'un ouvrier devenu cambrioleur, un tableau de la misère et de la corruption aux Philippines

Vendredi 17 janvier

20 h 35. A2 — Fort Saganne. Deuxième épisode. La vie d'un petit lieutenant dans le Sahara au début du siècle. Avec Philippe Noiret et Gérard Depardieu.

21 h 30. A2 — Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : Femmes enfermées, présentation de livres sur l'éducation et la folie féminine au XIXe siècle. Au sommaire également, un livre de Margaret Buber Neumann, femme de Henry Neumann, député communiste au Reichtag qui "disparut" dans l'URSS stalinienne où il s'était réfugié. Margaret Buber Neumann, après deux ans de déportation en Sibérie, fut livrée à la Gestapo et enfermée à Ravensbrück ; elle évoque ce passé et le souvenir d'une compagne morte en 1944 : Milena.

21 h 35. FR3 — L'Afrique du Sud. Quatre reportages sur Soweto, un bantoustan le Bophuthatswana, les Blancs et une multinationale canadienne implantée chez les Zoulous.

22 h 35. A2 — Film, Duel au soleil, de King Widor. Western et histoire de la passion de deux frères pour la même QUAND UN BANQUIER DIT CE QU'IL SAIT DE LA DETTE DU TIERS MONDE

"LE PIÈGE BANCAIRE, DETTES ET DÉVELOPPEMENT"

de Richard W. Lombardi

En consacrant un livre au "piège bancaire" et à l'endettement des pays sous-développés, Richard W. Lombardi parle d'or—si l'on ose dire. Il a en effet été vice-président de la First National Bank of Chicago, chargé des prêts pour l'Afrique, avant d'être chercheur associé dans une université américaine.

Il parle donc en connaisseur, et le principal intérêt du livre est en effet de citer un grand nombre d'exemples, comme ceux qui montrent qu'il faut considérer la quasi-totalité des prêts bancaires accordés aux Etats du Tiers Monde comme de simples subventions aux industriels exportateurs du pays prêteur. En général, les dépenses ont été faites en pure perte du point de vue du développement des Etats du Tiers Monde: usines de transformation ultra-modernes et ultra-chères fournies par des industriels occidentaux sans que leur implantation corresponde au moindre projet économique cohérent ; investissements industriels et agricoles conçus en fonction des nécessités de l'économie des pays impérialistes et se traduisant par la destruction de l'équilibre économique du Tiers Monde; prêts consacrés aux dépenses de prestige des gouvernements locaux... Voilà la réalité de la dette du Tiers Monde décrite par un des hommes mêmes qui en a assumé la responsabilité. Elle se résume finalement à ceci : les peuples du Tiers Monde payent, sous des prétextes divers mais tous aussi absurdes, les intérêts du capital impérialiste en mal de débouchés.

Il est vrai que l'auteur, on ne s'en étonnera pas, ne va pas toutà-fait jusqu'à cette conclusion-là. Le profit est absent de ce livre et il n'est pas question pour le banquier de le mettre en accusation. Tout se résume pour lui à une erreur d'optique, à une erreur de "finalité".

Richard W. Lombardi nous fournit en effet, dans la dernière partie de son livre, lorsqu'il s'agit de dégager les conclusions et les solutions, un bel exemple de la myopie — pas du tout désintéres-sée — qui peut affecter ce type d'hommes, même lorsqu'ils sont conscients d'un certain nombre des tares de leur système. Après avoir démontré pendant tout son livre que le système court vers la faillite, l'ex-président de la First National City Bank of Chicago livre le fruit de ses réflexions.

On apprend ainsi que le problème de l'humanité est "de



A quelques kilomètres de Buenos Aires en Argentine.

nature ontologique" et remonte à "notre notion même de la réalité causale". Les philosophes, de Hobbes à Jean-Paul Sartre en passant par Karl Marx, avec leur idéologie "productiviste" sont les grands accusés pour les maux du système capitaliste! Comme chacun sait, si les capitalistes raisonnent en fonction de leur taux d'intérêt, c'est parce qu'on les a mal instruits en philosophie... L'auteur conclut qu'on peut y remédier... si l'on veut bien écouter ses conseils de banquier éclairé: réduire l'endettement, déconcentrer le système bancaire, exercer une surveillance plus étroite sur la destination des prêts, etc. Mais il ne nous livre pas la méthode par laquelle il compte convaincre les capitalistes!

On ne pouvait évidemment attendre que l'auteur sorte des limites du point de vue de classe d'un bourgeois, inquiet de voir son propre système rouler vers la faillite et qui propose pour la millième fois, sans y croire lui-même, quelques recettes qui lui permet-

traient, dit-il, de s'en sortir. Trotsky observait déjà en 1939, dans un texte intitulé Le marxisme et notre époque qu'il existait aux Etats-Unis "des économistes consciencieux donnant un tableau objectif des tendances destructrices du capitalisme américain" et dont "les rercherches, abstraction faite de leurs prémisses théoriques, semblent des illustrations directes de la théorie de Marx". Et Trotsky concluait: "Cependant, la tradition conservatrice dont s'inspirent ces auteurs apparaît lorsqu'ils refusent obstinément à tirer des conclusions nettes, se bornant à des prédictions nébuleuses ou à des banalités moralisantes telles que "le pays doit comprendre que...", "l'opinion publique doit considérer sérieusement, etc". Ces livres ressemblent à des couteaux sans lame".

Comme on voit, si le capitalisme n'a au fond pas fondamentalement changé depuis, les économistes américains non plus.

André FRYS



REAGAN ET LES "SANCTIONS" CONTRE LA LIBYE

L'IMPÉRIALISME N'A PAS PEUR DE KADHAFI MAIS DE LA RÉVOLTE DES PEUPLES ARABES

Après les attentats palestiniens de Vienne et de Rome, le 27 décembre, les accusations ont plu sur la Libye de Kadhafi. Le président américain Reagan en particulier, relayé par une partie de la presse occidentale, a parlé de "châtier" celui qu'il a appelé le "complice et inspirateur" des attentats en question. Puis au cours d'une conférence de presse, le 7 janvier, il a baissé le ton en se bornant à prôner le boycottage économique de la Libye par les Etats-Unis.

La Libye accorde-t-elle ou non une aide réelle à des commandos comme ceux qui ont commis les attentats de Rome ou de Vienne? En fait, le problème n'est pas là pour Reagan, et il sait que ce n'est pas l'aide de tel ou tel Etat qui explique le terrorisme palestinien, et que le fait que depuis 40 ans l'Etat d'Israël et ses protecteurs impérialistes aient nié tout droit à l'existence au peuple palestinien engendre, à chaque génération, suffisamment de groupes qui, par désespoir ou par manque de perspectives, sont prêts à se jeter dans de telles actions.

Le problème pour Reagan n'est pas le terrorisme, et il n'est pas non plus de "régler" des conflits ou d'apaiser les tensions existant dans une région comme le Moyen-Orient; son problème est de continuer à y régner, de faire que, placés sous la menace directe et permanente d'une intervention de l'armée israélienne ou de ses compères américains ou français — comme cela s'est produit en 1982-83 au Liban —, les peuples du Moyen-Orient se résignent à la domination impérialiste.

De ce point de vue, le régime libyen ne représente pour l'impérialisme qu'une gêne relative. Kadhafi s'est fait, sans doute, une spécialité des déclarations fracassantes à l'égard de l'impérialisme américain. Mais il s'agit justement de déclarations essentiellement destinées à usage interne, pour son pays ou le monde arabe, où il cherche à parfaire son image de leader nationaliste. Et ces déclarations ne l'empêchent pas de se comporter en interlocuteur tout à fait responsable d'un certain nombre de pays occidentaux, notamment européens, avec lesquels "les affaires sont les affaires".



Reagan hausse le ton... modérément.

C'est pourquoi les menaces de Reagan ou de Shimon Peres, en réalité, ne sont pas destinées à Kadhafi lui-même. Elles sont destinées d'abord à l'opinion publique israélienne ou américaine, auprès de laquelle l'un et l'autre se doivent d'apparaître comme des hommes forts, qui ne s'en laissent pas conter et qui ne tolèrent pas qu'on s'oppose à leur domination. Et surtout elles sont destinées, au-delà, aux peuples du Moyen-Orient, à qui il s'agit de faire sentir que la menace américaine et israélienne est toujours présente.

Quant à intervenir militairement contre Kadhafi lui-même, comme Reagan en a parlé au lendemain des attentats de Rome et Vienne, il en est de moins en moins question. Dans les milieux dirigeants américains, européens et arabes, on a paraît-il expliqué à Reagan qu'une telle intervention aurait des conséquences plus négatives que positives. Elle ferait de Kadhafi un "martyr", risquerait de rendre les Etats-Unis encore plus odieux à l'opinion arabe en général, rendrait plus fragile la situation des régimes pro-américains de la région, du Maroc à l'Egypte ou à la Jordanie, et finalement risquerait de déstabiliser la situation dans tout le Moyen-Orient.

Et puis, surtout, il faudrait y réussir... Et la Libye n'est pas la Grenade!

C'est pourquoi finalement Reagan préfère brandir des menaces que de les mettre à exécution. Pour ne pas perdre la face en abandonnant la perspective d'une intervention militaire contre Kadhafi, il se rabat sur des sanctions économiques. Celles-ci, comme toutes les sanctions de ce genre, resteront sans doute symboliques; d'autant plus symboliques que, sur ce plan, les relations entre les USA et la Libye étaient déjà tombées au plus bas.

C'est que, au fond, malgré ses rodomontades, Reagan sait sans doute qu'il peut avoir plus à perdre qu'à gagner à tenter de briser par la force un régime comme celui de Kadhafi. A la place d'un leader au verbe nationaliste, mais avec lequel l'expérience montre qu'on peut discuter, s'accorder et commercer, il pourrait trouver une situation de plus en plus incontrôlable, auprès de laquelle la situation qui a été celle du Liban ferait peut-être pâle figure.

Et même un Reagan ne peut pas ne pas se souvenir que, il y a deux ans, les troupes américaines et françaises, puis israéliennes, ont dû plier bagage et abandonner le Liban sans gloire. Et la situation de l'impérialisme serait infiniment plus défavorable encore s'il avait à faire face à une montée générale de la révolte dans le monde arabe, contre laquelle même Israël, même les régimes arabes alliés des Etats-Unis, ne seraient que de bien piètres digues.

André FRYS

LE RÉGIME DE KADHAFI

Longtemps colonie italienne, placée après la guerre sous la double tutelle de l'ONU et de la Grande-Bretagne, la Libye est devenue formellement indépendante en 1951. Mais, très soumise à l'impérialisme, la monarchie du roi Idriss ne représenta qu'une indépendance de façade. Pays très pauvre, où 90% des habitants étaient illettrés, où 40% étaient atteints du trachome, la Libye le resta malgré la découverte d'importants gisements de pétrole en 1959. Car ce sont les compagnies pétrolières occidentales qui se jetèrent sur cette manne et en retirèrent les profits.

Révoltés par la mainmise de l'impérialisme sur leur pays et par la corruption qui y régnait, une soixantaine de jeunes officiers renversèrent la monarchie le 1er septembre 1969. Le dirigeant de ce coup d'Etat, le colonel Mouammar Kadhafi, était né en 1942 dans une tribu berbère du désert libyen. Après quelques études universitaires, il était entré dans l'armée et avait créé en 1964 un "Comité central des officiers libres". Tous étaient des admirateurs de Nasser, champion du nationalisme arabe, qui avait renversé la monarchie égyptienne en 1952.

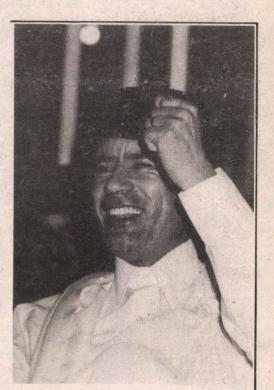
La République issue du coup d'Etat du 1er septembre 1969 s'affirma pour le retour aux valeurs traditionnelles de l'Islam contre la corruption étrangère. Pour Kadhafi, les deux principaux facteurs de l'histoire étaient la religion et le nationalisme. Il repoussait le marxisme comme "idéologie des temps révolus" pour s'appuyer sur une "nouvelle lecture" du Coran.

Le nouveau régime voulut affirmer la souveraineté de la Libye en faisant évacuer les bases militaires anglaises et américaines. Il se donna pour but de prendre le contrôle de ses ressources pétrolières. Mais Kadhafi n'eut même pas dans ce domaine l'audace d'un Nasser, qui avait un beau jour de 1956

proclamé à la face du monde la nationalisation immédiate du canal de Suez. Ce fut après une négociation de trois ans, et en indemnisant les trusts, que le gouvernement de Kadhafi nationalisa les actifs des principales compagnies. Et c'est en passant des accords de participation à long terme avec plusieurs compagnies américaines, françaises, italiennes et espagnoles, que le régime libyen lança de nouveaux forages. Le "socialisme coranique" que proclama Kadhafi n'était au fond rien d'autre que le système capitaliste.

Kadhafi se donna aussi un visage radical en apparaissant comme le chef de file des durs de l'OPEP lors des hausses de pétrole dans les années 1970. Mais là aussi son radicalisme était tout relatif, dans une période où les régimes les plus liés à l'impérialisme — comme l'Arabie Saoudite — et les compagnies pétrolières elles-mêmes avaient décidé une politique de hausse des prix du pétrole à la production.

Depuis 1972, l'anticommunisme militant de Kadhafi s'est fait plus modéré et l'on a vu un rapprochement entre la Libye et l'URSS. Cela s'est traduit par l'arrivée d'un certain nombre de techniciens soviétiques et par la fourniture de matériel militaire sophistiqué, venant compléter les Mirage français et les chars italiens. Mais, tout en passant des accords avec l'URSS, la Libye n'en a pas moins continué d'entretenir de bonnes relations économiques avec les pays capitalistes occidentaux. C'est en particulier le cas avec l'ex-colonisateur, l'Italie. Des milliers d'entreprises italiennes ont des intérêts dans les transports, les grands travaux et l'exploitation pétrolière de l'autre côté de la Méditerranée. Dans l'autre sens, en 1976, l'Etat libyen a racheté 13 % des actions de Fiat. C'est ainsi que le gouverneur de la banque d'Etat libyenne siège au conseil d'administration de l'un



des fleurons de l'industrie italienne.

C'est aussi par son soutien à la lutte de certaines composantes de la Résistance palestinienne que Kadhafi a acquis sa répu tation de nationaliste radical et antiimpérialiste. Ce soutien est resté en fait tout aussi verbal que celui des autres régimes arabes, tous très prompts à parler de la solidarité avec les Palestieniens... et à les laisser massacrer avec une secrète satisfaction. Et, au nom de la solidarité islamique, ce même Kadhafi a soutenu également la dictature d'Idi Amin Dada en Ouganda. Il est vrai que le régime de Kadhafi, qui se proclame "l'Etat des masses", est lui aussi une dictature policière, d'abord pour le peuple libyen lui-même.

La dictature militaire de Kadhafi n'est pas avare de paroles pour proclamer qu'elle mène "la lutte des masses" contre l'impérialisme. Mais ce verbe nationaliste cache une politique en réalité très mesurée, qui ne vise pas à abattre le système mais à s'accommoder avec lui au mieux des intérêts libvens.

Pierre CHAMBEY